

317

défense de Occident

Maurice BARDECHE :

La Tchécoslovaquie, Salazar

●

Per ENGDAHL :

Echapper à l'univers technocratique (1)

●

François d'ERCE :

Les mystifiés de mai

●

Armand BERNARDINI-SJCESTEDT :

Maurras et le prix Nobel de la paix

●

Ulick VARANGE :

Essence de la politique

●

P. B. MURIGAN

107

PERIODICAL ROOM

Les Sept Couleurs, B.P. 46.06, Paris-VI^e
CCP 2182-19 Paris

François DUPRAT

HISTOIRE DES S.S.

Ce livre constitue la première étude d'ensemble sur la SS qui ait paru en France. L'auteur a étudié tous les rouages de la tentaculaire organisation SS. Il s'est penché aussi bien sur la mystérieuse société de l'**Ahenerbe**, que sur les complexes services de sécurité du III^e Reich. Alors que jusqu'à présent, les livres traitant de la SS n'étudiaient celle-ci que de « l'extérieur », on se trouve ici en présence d'un travail de « l'intérieur ».

Une part importante du livre est consacrée à la **Waffen SS** et comporte un bon tableau d'ensemble comparé de la participation des pays européens à la croisade contre le bolchévisme, et surtout, des monographies très complètes de toutes les unités de la **Waffen SS**.

Le long travail de recherche de l'auteur lui a permis de situer les généraux de la **Waffen SS**, leurs fonctions et leur rôle respectif.

L'Histoire des SS apporte de nombreuses révélations, en particulier sur des maquis inconnus de **Waffen SS** dans les pays communistes après la défaite allemande.

Une très bonne bibliographie commentée accompagne l'ouvrage, permettant au lecteur non spécialiste de s'orienter à coup sûr dans ses lectures sur la question.

Livre solide, donc, et pouvant servir d'ouvrage de référence par la précision, l'exactitude et l'exploitation des sources.

Un beau volume, in-8°, 440 pages, broché, 40 illustrations, cartes 27 F

Maurice

Per E
que

François

Pierre
calis

Arman
Prix

LA CH
vreté

LA CH
Edou

l'Oran
Palai

DOCUM
pouv

13, rue

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 16^e année
Septembre-Octobre 1968 — N° 75

S O M M A I R E

- Maurice BARDECHE : *La Tchécoslovaquie, Salazar ..* 3
- Per ENGDahl : *Echapper à l'univers technocratique (1)* 10
- François D'ERCE : *Les mystifiés de mai* 31
- Pierre FONTAINE : *Le Quatrième pouvoir : le syndicalisme* 40
- Armand BERNARDINI-SJESTEDT : *Maurras et le Prix Nobel de la paix* 48
- LA CHRONIQUE DE PIERRE HOFSTETTER : *Pauvreté, politique et gangstérisme* 65
- LA CHRONIQUE DES ARTS PAR F.-H. LEM :
Edouard Vuillard et Xavier Roussel, au Musée de l'Orangerie ; Arts Maya du Guatemala, au Grand Palais 74
- DOCUMENTS : *Ulick Varange et sa conception du pouvoir politique* 82

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

*Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « Défense de l'Occident », 13, rue des Montibœuf
Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.*

L'é
sante
spect
dans
l'affa
verse
larme
la vie
déter
tulati
contr
Ils o
plus
imbé
accep
hysté
sovié
Stalin
même
libéra
être
se ba
tait
niche

Maurice BARDECHE

La Tchécoslovaquie, Salazar

L'étalage de la bêtise, de l'incohérence et de l'impuis-
sante sensibilité est toujours attristant. C'est pourtant ce
spectacle qui vient de nous être donné abondamment
dans toute la presse des pays d'Occident à propos de
l'affaire de Tchécoslovaquie. Les mêmes personnages qui
versent aujourd'hui sur le peuple tchécoslovaque des
larmes de crocodile ont salué comme un grand pas vers
la victoire de la civilisation la Convention de Yalta qui
déterminait les conditions qu'on imposerait après la capi-
tulation de l'Allemagne et qui décidait de placer sous le
contrôle de la Russie Soviétique la moitié de l'Europe.
Ils ont considéré et continuent de considérer comme les
plus grands hommes d'Etat des temps modernes les deux
imbéciles criminels, Roosevelt et Churchill, qui ont
accepté ce partage abominable dans la fureur de leur
hystérie, en oubliant ce que c'était que le communisme
soviétique et ce que c'était que la politique. Même si
Staline avait été un chef d'Etat raisonnable et généreux,
même si la Russie avait été une grande nation loyale et
libérale, il est clair qu'il n'était pas, qu'il ne pouvait pas
être dans leurs intentions d'abandonner un jour sans
se battre ce que la stupidité de leurs alliés leur remet-
tait sans condition. Se livrer aujourd'hui aux pleur-
nicheries et aux jérémiades après avoir accepté les prin-

cipes qui rendaient et qui rendent encore l'esclavage du peuple tchécoslovaque inévitable, c'est se conduire comme des femmes et répondre aux faits par la crise de nerfs. C'est malheureusement une caractéristique fondamentale de ce que nous appelons aujourd'hui la politique extérieure des grandes démocraties.

L'intervention russe ne nous étonne pas et ne doit pas nous étonner. Au moment où la politique de Tchécoslovaquie a pris un cours nouveau, nous avons annoncé que cette évolution, si elle se poursuivait librement, était l'événement le plus important qui se soit passé depuis 1945. Nous avons écrit à ce moment-là que, si la Russie Soviétique n'envoyait pas à Prague une division blindée pour mettre fin au schisme tchécoslovaque, c'était une ère nouvelle qui s'ouvrait dans l'histoire de l'Europe et dans l'histoire de l'Occident. Les Russes ont agi suivant la logique, suivant leur logique. Leur intervention était inévitable. Le silence et l'immobilité des puissances occidentales n'étaient pas moins certains, il est clair que la Russie a toujours considéré et considère encore les accords de Yalta comme la base de tout ordre politique en Europe. Une guerre seule peut changer cette situation. Si elle évolue d'elle-même et par d'autres moyens que des moyens militaires, c'est qu'une transformation profonde aura eu lieu en Russie Soviétique et que, par conséquent, les fondements et les perspectives de la politique extérieure mondiale sont à remettre en question.

Nous refusons de tirer des conclusions optimistes des conditions dans lesquelles s'est faite l'occupation de la Tchécoslovaquie. Si l'affrontement sanglant n'a pas eu lieu comme à Budapest, si les Russes n'ont pas réussi à constituer un gouvernement autoritaire, à l'imposer et à expédier en Sibérie les hommes politiques qui étaient au pouvoir en Tchécoslovaquie, c'est que la situation locale ne se prêtait pas à l'emploi de cette méthode. Quand on triomphe en nous disant que l'opinion tchécoslovaque tout entière est dressée contre le communisme soviétique, cette révélation ne nous apprend rien. Nous savons très bien que, non seulement la population de la Tchécoslovaquie tout entière, mais celle des autres pays situés

derr
lacion
nisme
d'épr
l'égar
rasse
sous
s'ima
que,
ple r
venir
énorm
poirs
résist
mond
champ
ajou
d'un
l'étran
mettre
pant, s
Elle p
Mais e
oublion
tre l'oc
vaise l
notre
conclu
ouverte
que la
gagnan
par un
il vaut
de phr
Nous
Soviétic
vis-à-vis
cela lui
l'opinio
aura ou

derrière le rideau de fer et une bonne partie de la population russe elle-même, éprouvent vis-à-vis du communisme soviétique les mêmes sentiments. C'est une chose d'éprouver ces sentiments de colère et de répulsion à l'égard d'un régime et c'est autre chose de se débarrasser de ce régime. Nos opinions publiques, qui vivent sous l'impression du mythe absurde de la Résistance, s'imaginent volontiers que la résistance du peuple tchèque, comme la résistance du peuple polonais ou du peuple roumain, comme la résistance du peuple russe, peut venir à bout d'une dictature policière imposée par une énorme supériorité militaire. Telle est l'absurdité des espoirs qu'on conçoit lorsqu'on vit sur des mensonges. La résistance n'a servi à rien pendant la seconde guerre mondiale, qui a été gagnée par les armes et sur les champs de bataille. Son impuissance est toute aussi totale aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Lorsque la résistance d'un peuple est conjuguée avec une action militaire de l'étranger, elle peut aider cette action militaire, elle peut mettre en danger les lignes de communication de l'occupant, ses centres nerveux, ses services de renseignements. Elle peut être un appoint utile pour l'ennemi du dehors. Mais elle ne peut rien par elle-même. C'est ce que nous oublions trop. Le peuple tchécoslovaque ne peut rien contre l'occupation russe. Il ne peut choisir qu'entre la mauvaise humeur et la collaboration. Il suffit de penser à notre propre histoire pour que nous puissions aussitôt conclure que la collaboration est la seule voie qui reste ouverte au peuple tchèque, qu'il le veuille ou non, et que la politique de collaboration est finalement toujours gagnante dans un pays où l'occupant n'est pas menacé par une guerre étrangère. Ces réalités sont tristes, mais il vaut mieux les regarder en face que de se contenter de phrases creuses et d'espoirs futiles.

Nous n'avons donc pas d'illusions à avoir. La Russie Soviétique se trouve dans une position morale difficile vis-à-vis de l'opinion mondiale : mais il est très clair que cela lui est parfaitement égal. Dans un an, dans deux ans, l'opinion mondiale, mobilisée pour quelque autre drame, aura oublié l'occupation de la Tchécoslovaquie. Les Rus-

ses obtiendront par d'autres méthodes que les méthodes brutales employées à Budapest les mêmes résultats. Yalta est écrit dans notre chair, dans notre histoire, dans notre avenir. Si un moment de faiblesse, si un moment de désarroi de la Russie Soviétique avait effacé les effets de cette funeste convention, le jour où l'on aurait pu constater ce miracle, c'était le véritable jour de naissance de l'Europe. Le miracle ne s'est pas produit. C'était à prévoir. Les miracles sont essentiellement des choses qui ne se produisent pas.

Nous n'avons pas autre chose à faire en cette présente situation que d'en tirer les conclusions. La possibilité d'un rapprochement avec l'Union Soviétique est une chimère, l'Union Soviétique est disposée à recevoir, elle n'est pas prête à donner. Dans cette politique de concessions unilatérales, elle encaisse, elle ne paie jamais. Il serait plus sage de se le tenir pour dit et d'en tirer les conséquences. Quant aux partis communistes occidentaux, en dépit de leurs jérémiades et de leurs pleurs de crocodiles, il est clair qu'ils ne servent qu'à établir l'influence de l'étranger, à être un jour le moyen de pénétration idéal et le point d'appui d'une intervention militaire. Il est possible que certains gémissent sincèrement de voir le véritable visage du communisme. Mais il vaut mieux le voir quand on peut encore se défendre que de le découvrir lorsque tout espoir est perdu. Il n'y a rien à attendre des communistes libéraux dont le rôle malheureux est de servir d'appât, quelle que soit leur sincérité, au communisme autoritaire. C'est pourquoi toutes les formes du communisme sont à combattre, parce qu'elles sont toutes, consciemment ou non, un instrument dont se sert la domination étrangère.

Les événements qui viennent de se dérouler en Tchécoslovaquie ne changent rien à notre appréciation de la situation des pays situés derrière le rideau de fer. Si leur impuissance est totale, il ne s'en produit pas moins, et en Union Soviétique même, une évolution que nous devons suivre de près. L'article de Per Engdahl, que nous publions dans ce numéro, met très opportunément l'accent sur la naissance de la classe technocratique dont

les po
démoc
munis
jour c
tout a
que l'
parce
pays l
l'Est.
aura t
au pou
résulta
et l'év
voquer
commu
dre ur
créée
la deu
devons
nous a
nisme
majeur
ces soi

Les l
voter p
doivent
C'est p
inaptitu
les min
y a six
puissan
ne son
sont à
venir, p
pour le
tage de
ces rev

les pouvoirs grandissent parallèlement à la fois dans les démocraties libérales d'Occident et dans les pays communistes. C'est cette classe de technocrates qui peut un jour contester la toute-puissance des partis communistes, tout au moins la limiter. C'est en Union Soviétique même que l'évolution technologique aura ses premiers résultats, parce que l'Union Soviétique est, à l'heure actuelle, le pays le plus fortement industrialisé parmi les pays de l'Est. La même classe technocratique se développera et aura tendance à se faire entendre dans les organismes au pouvoir des Etats de l'autre côté du rideau de fer. Le résultat que la force est impuissante à produire, le temps et l'évolution naturelle de la société industrielle le provoqueront peut-être un jour. C'est d'une évolution du communisme lui-même que nous pouvons peut-être attendre un changement de la situation politique qui a été créée en Europe par la sottise des chefs politiques de la deuxième guerre mondiale. Mais cette évolution, nous devons le savoir, est problématique. La seule chose que nous ayons à retenir pour l'instant, c'est que le communisme est et reste la brutalité, qu'il est et reste un péril majeur et qu'il exige pour l'instant que toutes nos forces soient dirigées contre lui.



Les Français qui ont voté pour les gaullistes en croyant voter pour un gouvernement d'énergie et de salut public doivent maintenant mesurer l'étendue de leur erreur. C'est par leur faiblesse et leur pusillanimité, par leur inaptitude à faire face à des situations imprévues que les ministres gaullistes ont mis leur régime en danger il y a six mois. Ils recommencent la même exhibition d'impuissance et d'impéritie. Les revendications des étudiants ne sont pas en cause ici. Plusieurs sont justes, d'autres sont à examiner, et nous sommes les premiers à convenir, pour d'autres raisons qu'eux, que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais le sabotage des examens n'est pas le moyen de faire aboutir ces revendications, au contraire. Il n'est qu'un sabotage

systematique destiné à imposer les prétentions d'une minorité contre l'intérêt et la volonté de la majorité des étudiants, qui veulent, eux, passer leurs examens et ne pas perdre leur temps. Toute minorité imposant sa tyrannie par le désordre, le sabotage et l'intimidation est une structure de type communiste. Nous avons le droit d'exiger de tout gouvernement qu'il défende contre elle ceux qui ont exprimé leur volonté de ne pas se soumettre au communisme. Nous avons le droit d'exiger qu'il fasse appliquer les lois et qu'il assure la tranquillité et la liberté du travail pour tout le monde. C'est le métier de tout gouvernement. Nous payons pour cela. L'ordre et la liberté de travailler en paix, est proprement ce que nous *achetons* au gouvernement comme citoyen.

Ce qu'il faut opposer au gaullisme, ce n'est pas une alternative des choix politiques, c'est une alternative de l'énergie. Ce qu'on peut proposer, c'est ce que les gaullistes ne font pas. Ce qu'on peut réclamer, c'est ce qu'ils ne nous donnent pas : un gouvernement qui gouverne, c'est-à-dire un gouvernement qui protège. Je suis convaincu que, parmi les gaullistes eux-mêmes, il y en a plus d'un qui est de cet avis contre la « chienlit », qui, aujourd'hui a sa place seulement dans la rue et à la faculté des sciences, mais dans les beaux salons de l'hôtel Matignon.

*
**

C'est une leçon de bon sens et de fermeté que nous donne, au contraire, la carrière du Président Salazar que la maladie vient d'interrompre. Le Dr Salazar n'eut pas d'autre arme pour gouverner que le courage de ne pas se laisser aller au gré des modes intellectuelles propagées par « l'air du temps ». Il n'accepta pas de regarder le progressisme comme sacro-saint et il assura ainsi à son pays quarante ans de paix intérieure, alors que tous les grands pays d'Europe étaient affaiblis et traumatisés par les passions politiques. Il ne considéra pas non plus la décolonisation comme une panacée ni comme une solution inévitable et cette simple résolution permit à son petit pays de conserver ses provinces d'Outremer, alors que

la Fr
mens
vre.
vergn
dre e
pres
statu
ques
politi
et qu
gais
produ
polic

la France, l'Angleterre et les pays-Bas perdaient d'immenses empires. On dit que le Portugal est un pays pauvre. Il ne l'est pas plus que certaines parties de l'Auvergne ou de la Bretagne. Le Dr Salazar a préféré attendre et équiper son pays à son heure et selon ses propres conditions, plutôt que d'accepter pour son pays un statut voisin du protectorat. Il recueillait depuis quelques années les fruits de cette sagesse. Toute sa vie politique a prouvé que *l'aggiornamento* est une sottise et que le bon sens est toujours gagnant. Le peuple portugais l'aimait et il était le seul chef d'Etat qui pût se produire en public sans être protégé par une armée de policiers.

Maurice BARDECHE.

Echapper à l'Univers Technocratique

I

Le monde nouveau, le monde « débarrassé de la misère, débarrassé de la peur », que l'alliance entre la démocratie libérale et le communisme soviétique prétendait avoir créé en 1945, a été secoué sur ses bases par les événements de mai 1968. La révolte des étudiants est une conséquence logique d'un endoctrinement libéral-communiste qui a eu lieu depuis plus de vingt ans, un endoctrinement, dont les effets ont été aggravés par les résultats psychologiques de la concentration des étudiants dans les cités universitaires modernes. La propagande et la négation systématique dans tout l'Occident démocratique ont mis en question la raison d'être de chaque autorité, de chaque tradition nationale, de chaque loyauté à une conviction personnelle, de chaque fidélité aux liaisons humaines ; elles ont abouti à un libéralisme total, qui a tiré les conséquences de l'individualisme jusqu'à un anarchisme absurde. On a commencé avec la Charte atlantique, signée par Roosevelt et Churchill. On a terminé avec la prédication exaltée de Herbert Marcuse.

Les étudiants, cependant, ne se sont pas révoltés contre les principes fondamentaux des régimes actuels — c'est peut-être le trait le plus remarquable dans la situation d'aujourd'hui. Leur position idéologique n'est rien d'au-

tre
tées
tique
en ef
sayé
comm
tie o
la pr
en O
tandi
comm
comm
La d
soviét
comm
vant
quenc
volte
anarc
Belgr
Paris,
Pou
dans
lution
peut
veut
tives
qui pe
désira

La dé

La s
pique
de la
cevait
cevait,
tions
l'objet
corres

tre qu'une application extrémiste des doctrines, acceptées et proclamées par les dirigeants de la grande politique d'après-guerre. La presse, la radio, la télévision ont en effet répété les thèses de la démocratie, elles ont essayé de convaincre les lecteurs et les auditeurs que le communisme n'est qu'une première étape de la démocratie ou une démocratie plus avancée. La différence entre la propagande communiste et la propagande néo-libérale en Occident est devenue de jour en jour plus incertaine, tandis que la différence entre la position idéologique du communisme en dehors du bloc oriental et celle du parti communiste soviétique s'est progressivement accentuée. La distorsion entre les attitudes intérieures en Union soviétique et les méthodes subversives dans les pays non-communistes a créé des problèmes, qui étaient auparavant inconnus dans le monde communiste. La conséquence de cette situation nouvelle est le fait, que la révolte des étudiants est devenue une révolte plus ou moins anarchiste à l'Est comme à l'Ouest. Prague, Varsovie et Belgrade ont connu des événements parallèles à ceux de Paris, de Berlin et de Rome.

Pour pouvoir formuler une alternative constructive dans les circonstances actuelles, il faut analyser l'évolution de la société moderne et les tendances que l'on peut prévoir. Il faut choisir entre les tendances que l'on veut éliminer et les tendances qui nous semblent positives et efficaces. Il faut proposer enfin les solutions qui permettent de donner au développement la direction désirable.

La décomposition du capitalisme classique.

La société anonyme est peut-être l'expression la plus typique du système capitaliste. Elle a changé le caractère de la propriété. Pendant l'époque agraire, le paysan recevait en héritage de ses ancêtres sa propriété. Il la recevait, comme administrateur de la chaîne des générations pour la transmettre à ses fils. Sa propriété était l'objet de son travail, le devoir de sa vie. Il y avait une correspondance psychologique entre l'homme et la pro-

priété. La propriété devenait progressivement une part de sa personnalité.

Au lieu du paysan, maître de sa ferme, les actionnaires firent leur entrée comme propriétaires nouveaux de l'entreprise industrielle, force anonyme dépourvue de la vieille correspondance personnelle entre le travail et la propriété. Le système capitaliste signifie, en effet, que les propriétaires du capital possèdent exclusivement l'entreprise, tandis que celui qui la dirige et ceux qui y travaillent sont seulement des *instruments* qui dépendent des propriétaires anonymes.

La position des capitalistes pendant la première phase de la civilisation industrielle fut commandée par la demande de capitaux, aussi longtemps que cette demande fut importante. L'entreprise de cette période n'était pas si grande, la technique n'était pas si compliquée que les actionnaires ne pussent en avoir un aperçu. L'assemblée générale était donc l'instrument de pouvoir des actionnaires. Leur but, leur seul but, était le profit. Les ouvriers étaient des machines vivantes, louées par les propriétaires au service de leurs intérêts, système inhumain dont la réponse inévitable fut le marxisme.

Cependant, les entreprises industrielles devenaient peu à peu plus importantes, la technique plus compliquée. Finalement, il devint impossible de contrôler les grandes entreprises industrielles de la part de l'assemblée générale et, par conséquent, de la part des actionnaires. Pour les propriétaires la seule solution fut la nomination d'un chef réel qui pourrait, en leur nom, diriger et contrôler l'activité du *concern*.

Mais le temps des grands chefs industriels, des personnalités puissantes comme Henry Ford, Rockefeller et Morgan, a été un jour dépassé par le développement des entreprises elles-mêmes. La technique est devenue tellement compliquée, les investissements tellement énormes que la possibilité pour un chef de diriger tout le processus de production, y compris la fabrication et la distribution n'existe plus. On parle aujourd'hui de la « chaîne technologique », composée par les recherches

scient
tation
arran
mière
se en
comp
des p
de sp
nolog
listes
« tech
remer
dernie
des
sente
derne

Les m

Gal
l'équi
nos j
y a e
que n
direct
des fo
sionne

La
Serva
offre
toutes
dans
syndic
organi
met d
profes
univer
vailleur
dicat
de sal

scientifiques et techniques, les études de marché, l'adaptation du produit aux besoins des consommateurs, les arrangements pour garantir l'accès aux matières premières et à l'énergie, la production elle-même et la mise en marché du produit (*the marketing*). Ce processus complexe de production peut embrasser par son planing des périodes de six à douze ans. Il exige une large équipe de spécialistes ayant reçu une éducation à la fois technologique et sociologique. Déjà, cette équipe de spécialistes du complexe industriel a élargi la conception du « technicien ». On parle maintenant de techniciens « purement techniques » et de techniciens « sociaux ». Ces derniers comprennent des économistes, des sociologues, des psychologues et des experts politiques. Ils représentent un nouveau groupe exclusif dans la société moderne.

Les minorités dirigeantes d'aujourd'hui...

Galbraith a créé un mot nouveau pour caractériser l'équipe de spécialistes qui dirige la grande industrie de nos jours. Il l'appelle la *technostructure*. Cependant, il y a encore deux groupes, deux minorités dirigeantes, que nous devons observer pour pouvoir comprendre la direction actuelle du développement historique. Il s'agit des fonctionnaires des organisations ouvrières et professionnelles et des administrateurs des services de l'Etat.

La Suède, le pays le plus avancé de l'Europe selon Servan-Schreiber dans son livre *Le défi américain*, en offre un exemple significatif. Contrairement à la France, toutes les organisations ouvrières y sont rassemblées dans une seule organisation syndicale, tandis que les syndicats de fonctionnaires sont unis dans une autre organisation unique. Une troisième organisation au sommet du marché du travail, rassemble les représentants des professions dont les titulaires possèdent des diplômes universitaires. En face de ces trois organisations de travailleurs il y a deux organisations d'employeurs, le syndicat national des patrons et le bureau des négociations de salaires de l'Etat. On a étudié — jusqu'à maintenant

sans résultat — une fusion des trois organisations de salariés et l'entrée du bureau d'Etat qui est un service autonome de l'administration suédoise dans l'organisation patronale. Déjà l'existence d'un tel projet manifeste une tendance à adapter l'organisme de négociations du marché du travail aux conditions économiques et sociales du nouvel ordre industriel.

Les organisations ouvrières en Suède savent très bien que leurs possibilités d'augmenter les salaires et les avantages sociaux dépendent du niveau de production, et cette conscience a donné au mouvement ouvrier en Suède un sens de la responsabilité remarquable. Mais pour pouvoir étudier les possibilités de négociations, les syndicats ont besoin de spécialistes qui aient une formation analogue à celle de la *technostructure* industrielle. La grande masse des ouvriers deviendront, ainsi, progressivement dépendants de ces spécialistes, c'est-à-dire des fonctionnaires de tous syndicats. Il s'agit d'une situation parallèle à celle qui se dessine dans le camp patronal. Ainsi, les fonctionnaires des organisations syndicales constitueront une deuxième minorité dirigeante dans le système actuel. Même si cette conclusion repose sur une situation actuellement typique en Suède, il n'y a pas de doute que le même développement se produira également en France.

Ni la *technostructure* ni les fonctionnaires des organisations syndicales ne peuvent agir sans tenir compte des positions de l'administration étatique. C'est l'Etat qui a la responsabilité de la formation des spécialistes. C'est l'Etat qui dispose des sources d'énergie. C'est l'Etat qui décide, par sa législation, des conditions dans lesquelles s'exerce l'activité industrielle et, en partie, même de ses obligations sociales. L'impossibilité pour une assemblée, élue par les méthodes démocratiques, de contrôler l'action des administrateurs spécialisés donne à l'administration moderne une puissance formidable. Le fait qu'une décision importante peut être prise par une conversation téléphonique entre quelques fonctionnaires d'une ou de plusieurs autorités, et que la motivation publique est souvent formulée par un secrétaire irresponsable au fur

et à mesure du besoin, a créé un nouveau type d'administrateur, qui constitue la troisième minorité dirigeante de l'ordre actuel, une minorité qui peut agir d'une manière plus anonyme vis-à-vis du public que les administrateurs d'hier.

Le règne des technocrates et la mort de la démocratie.

L'interdépendance des minorités dirigeantes amènera tôt ou tard une fusion totale entr'elles et par là la création d'une classe nouvelle supérieure, la *technocratie*.

Une formation universitaire similaire sera le signe auquel se reconnaîtront les membres de cette classe nouvelle. Ils parleront une langue spéciale, influencée par la terminologie scientifique, une langue que l'homme ordinaire ne comprend pas, une langue qui donnera à la technocratie une position encore plus exclusive, encore plus isolée dans ses rapports avec le reste de la population. Friedrich Engels, l'ami intime de Karl Marx, a écrit une fois que l'aristocratie féodale était plus sympathique comme phénomène historique que la bourgeoisie capitaliste, parce qu'il y avait entre les féodaux et les paysans des relations humaines qui n'existaient pas entre les capitalistes et les ouvriers. Un paysan était néanmoins pour le féodal un homme, pour lequel il avait une responsabilité personnelle devant Dieu. Un ouvrier, par contre, était pour le capitaliste seulement une machine vivante, une machine louée, pour laquelle il n'avait aucune autre responsabilité que celle de sa capacité de travail. Aujourd'hui, nous pouvons ajouter que l'homme ordinaire, dans la société technocratique, sera pour les technocrates seulement un numéro dans un tableau statistique.

La consolidation de ce système signifie la mort de la démocratie. Probablement, on conservera formellement les formes extérieures démocratiques. Les élections, les parlements et les autres assemblées représentatives joueront le même rôle qu'aujourd'hui la monarchie en Angleterre ou dans les pays scandinaves, un rôle décoratif qui fera appel aux sentiments nostalgiques des clas-

ses sous-développées. En réalité nous arriverons — peut-être sans le vouloir ou sans le savoir — à la dictature de la technocratie, à l'époque de glace décrite par Jean-Luc Godard dans son film de *l'Alfaville*.

Le développement parallèle dans les pays communistes.

L'origine du développement moderne est le changement de la structure sociale, causé par les nouveaux phénomènes sociaux de l'industrialisation. Ces phénomènes sociaux sont indépendants de l'ordre de la société établie, indépendants des valeurs morales actuellement acceptées, indépendants des idéologies et des évaluations politiques. Les conséquences de leur apparition peuvent changer de système à système, mais il y a tout de même des conséquences inévitables, des conséquences qu'aucun système ne peut négliger. Une preuve de cette affirmation est le parallélisme entre l'évolution dans le monde occidental et le monde communiste.

Déjà James Burnham, sociologue et conseiller du président Truman, avait prévu l'identité entre les tendances du système américain et du système soviétique. Son livre, *The managerial revolution (La révolution des managers)*, a anticipé sur les points de vue de Galbraith repris par Servan-Schreiber. Il a montré clairement, que le *plan de cinq ans* de Staline, le *plan de quatre ans* de Hitler et le *New Deal* de Roosevelt étaient des expressions diverses d'une tendance unique, d'une tendance causée par le niveau actuel de la technique et non seulement des circonstances purement soviétiques, allemandes ou américaines.

La tâche la plus importante de la politique de Staline fut la transformation de la société russe d'une structure agricole à une structure industrielle. Pour financer une industrie moderne, en particulier une industrie lourde, Lénine avait essayé d'intéresser le capital de l'Occident, tandis que Staline se servit plus tard de la nationalisation de l'agriculture et de l'établissement d'un monopole étatique sur la production agricole. C'est la raison de la lutte contre les paysans libres, les soi-disant

koula
monc
cadre
triels.
tions
d'élin
à la
dans
mique
Qui
ques
cette
régime
gressiv
des un
cadres
nine f
nesse
Ainsi
fondait
munist
sance
Tant
des for
sants d
personn
mença
fiante d
chev, a
dévelop
nienne,
velle, a
dans la
mença
lorsqu'il
masses
cratie d
fut la
représen
gine et

koulaks. Staline, cependant, ne pouvait se contenter du monopole de la production : il avait aussi besoin d'un cadre nouveau de dirigeants et de techniciens industriels. Une des causes les plus importantes des épurations cruelles de l'époque stalinienne fut la nécessité d'éliminer tous les fonctionnaires incompetents qui, grâce à la révolution étaient arrivés à des postes de direction dans l'administration de l'état, ou dans les services économiques.

Quinze ans après la révolution, les Universités soviétiques avaient formé un grand nombre d'étudiants qui, à cette date, étaient prêts à se mettre à la disposition du régime. Une nouvelle équipe de jeunes prit alors progressivement les postes importants de l'administration, des unités industrielles et des *kolkhoz*. Et dans les cadres du parti communiste les vieux partisans de Lénine furent remplacés par les représentants d'une jeunesse fidèle à la politique de Staline.

Ainsi Staline — peut-être sans en avoir l'intention — fondait la nouvelle classe supérieure de la société communiste, une classe instruite qui devait donner naissance ensuite à la technocratie rouge des pays de l'Est.

Tant que le dictateur caucasien vécut, il put se servir des fonctionnaires nouveaux comme d'instruments obéissants de sa politique. Ils lui devaient tous leur position personnelle. Mais, après sa mort, la classe nouvelle commença à se délivrer peu à peu de la dépendance mortifiante des chefs politiques du régime. Lorsque Khrouchtchev, au fameux vingtième congrès du parti en 1956, développa son attaque violente contre l'époque stalinienne, il fut appuyé sans réserves par la classe nouvelle, adversaire convaincu du culte de la personnalité dans la vie soviétique. Mais quand Khrouchtchev commença à fortifier, peu à peu, sa position personnelle, lorsqu'il se présenta comme le porte-parole des grandes masses anonymes contre les féodaux rouges, la technocratie devint son ennemie ; la chute de Khrouchtchev fut la victoire de la classe nouvelle, vigoureusement représentée par la nouvelle « *troïka* », Brejnev, Kosyguine et Podgorny.

Une classe supérieure n'est jamais un groupement entièrement homogène. Il y eut, pendant le moyen âge, des conflits profonds entre des fractions divergeantes de la noblesse. Il y a eu des luttes, parfois sanglantes, entre des intérêts rivaux dans le monde capitaliste. Et bien que la *technostructure* industrielle, les fonctionnaires des organisations syndicales et les administrateurs étatiques constitueront ensemble une classe nouvelle assez unie, il y aura néanmoins des conflits internes parmi les technocrates. C'est ce qui se produit actuellement en Union Soviétique. Nous constatons pour le moment une tendance de la *technostructure* industrielle en Russie à se délivrer de la domination totale du parti communiste. On s'oppose au contrôle irritant des fonctionnaires de parti. On exige dans le système communiste une liberté et une position analogues à celle de la *technostructure* occidentale. Les administrateurs de l'Etat sont encore aujourd'hui les alliés des fonctionnaires du parti, mais cette entente cordiale ne durera guère. Nous verrons probablement tôt ou tard, une alliance entre les administrateurs et les techniciens industriels pour rompre la prédominance des fonctionnaires communistes, sans chercher à éliminer toutefois le parti lui-même. On voit, donc, dans le système communiste, une tendance à tenir compte des intérêts les plus importants de la nouvelle technocratie, tandis que se dégage aussi, dans le monde capitaliste, une tendance analogue : ces tendances annoncent la consolidation de la technocratie sur la base d'un équilibre du pouvoir entre les différents privilégiés qui constituent ensemble la classe technocratique.

Il est très intéressant de constater que la différence entre le régime de la propriété dans le monde capitaliste et le monde communiste ne joue aucun rôle déterminant dans ce processus. Il est indifférent que les propriétaires officiels soient des capitalistes privés ou l'Etat : parce que le vrai pouvoir n'appartient ni aux chefs industriels ni aux administrateurs de l'Etat, il appartient à la *technostructure*, en Union Soviétique comme aux Etats-Unis. Sur le plan technique, le développement actuel a rapproché l'Est et l'Ouest. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique

se m
d'un
propa
plus
jugés
dirigé
accep
struct
gandi
une é
tique.

argum
activit

Cett

uniqu

ment

aussi

tale. L

la stru
résurg
Pologn
envisag
qui co
chacun

La nai.

La f

pas la

la tech

déjà p

agricole

pées da

la popu
gne et
pas enc
seuleme
la prod
vail de
avancés

se meuvent prudemment tous les deux. Ils ont peur d'un rapprochement politique. C'est particulièrement la propagande chinoise qui empêche un dialogue encore plus réaliste, un dialogue qui pourrait éliminer les préjugés communistes autant que capitalistes, un dialogue dirigé par l'intention de trouver la voie d'une solution acceptable par l'Est et par l'Ouest. Mais les réalités structurelles sont indifférentes à la phraséologie propagandiste. Les forces motrices de l'histoire travaillent à une évolution sourde qui ignore notre terminologie politique. Ce fait nous donne peut-être un de nos meilleurs arguments pour notre espoir, notre optimisme, notre activité.

Cette régression du communisme en tant que doctrine unique et ordre social établi ne se présente pas seulement dans le conflit entre la Russie et la Chine, mais aussi dans les tendances de dissolution en Europe orientale. La distorsion entre le dessein politique stalinien et la structure réelle d'aujourd'hui a rendu possible une résurgence des aspirations nationales de manière que la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Hongrie envisagent aujourd'hui, chacun pour soi, un chemin qui correspond mieux à la prédestination historique de chacun de ces pays.

La naissance d'un prolétariat de service.

La formation d'une nouvelle classe supérieure n'est pas la seule conséquence du développement actuel de la technique. Une autre conséquence que nous avons déjà pu constater est la diminution de la population agricole. Aux Etats-Unis et en Suède les personnes occupées dans l'agriculture, représentent moins de 10 % de la population entière. En France, en Italie, en Allemagne et dans d'autres pays de l'Europe, ce processus n'est pas encore terminé, mais il est évident qu'il s'agit ici seulement d'une question de temps. On remplace dans la production agricole le travail de l'homme par le travail de la machine. Dans les pays industriels les plus avancés, ce processus est rendu possible par la demande

de main-d'œuvre de la part des entreprises industrielles. Les ex-paysans ont été assimilés par l'industrie. Mais ces possibilités d'absorption existeront seulement quelque temps. L'automation de la production industrielle amènera, tôt ou tard, une réduction importante même du nombre des personnes occupées dans l'industrie. Il y a déjà des instituts de *prospective*, comme par exemple l'Institut Hudson à New-York, qui admettent qu'il suffira de 30 à 35 % de la population totale pour assurer toutes les tâches de la production. Cela veut dire que 65 % de la population seront exclues du travail *productif* dans le sens classique du mot. Une majorité de la population sera donc occupée dans des activités de service ou dans des activités voisines.

On a réfléchi trop peu à ce problème. Galbraith, dans un ouvrage précédent avait déclaré que l'automation amènerait un chômage permanent et il prétendait qu'il était moins cher de soutenir les chômeurs aux frais de l'Etat que de créer des activités artificielles. Dans son livre le plus récent, cependant, il a renoncé à cette position.

Il est évident qu'on aura besoin de nouveaux *services*, en particulier dans un milieu industrialisé. La monotonie du travail mécanisé, l'aliénation dans la vie des grandes villes, le sentiment de dépendance des machines, notamment les *data-machines*, l'uniformité d'un milieu dominé par une presse, une radio et une télévision uniformes, tout cela créera un besoin des nouvelles relations humaines, une demande des services *personnalisés*. L'automation ouvre, en réalité, pour l'homme un monde nouveau, un monde plus riche, plus nuancé, plus plein de possibilités que jamais auparavant.

Mais comment obtenir les bienfaits de l'automation? Il est aujourd'hui bien probable que les minorités favorisées tiendront à conserver leurs privilèges. La mécanisation de l'agriculture et l'automation de l'industrie permettront des salaires beaucoup plus élevés. Les ouvriers et les paysans pourront alors obtenir dans un régime technocratique une position analogue à celle des em-

ploy
gime
tech
ciale
vice,
gonfl
pour
prév
para
social

La d

De
deux
tinen
toire
Sovié
sur-p
Chine
Après
l'Euro
il y a
l'unifi
à l'E
à la
terre
tion
autres
tions
cience
du m
rope
dustri
dans
chute
humai

Il e
guerre

ployés de bureau et des petits techniciens dans le régime capitaliste. Ils défendront donc les privilèges de la technocratie pour sauvegarder leur propre position sociale contre les revendications d'un prolétariat de service, d'un prolétariat du secteur tertiaire, démesurément gonflé et menacé en permanence par le chômage. Nous pourrons nous trouver un jour, devant une variante imprévue de la lutte de classe, qui pourrait à la longue paralyser un développement de l'Occident vers le progrès social.

La dégradation de l'Europe.

Deux guerres mondiales, qui en même temps ont été deux guerres civiles européennes, ont dégradé notre continent et lui ont donné un rôle secondaire dans l'histoire de l'humanité, tandis que deux Etats, l'Union Soviétique et les Etats-Unis, ont accédé au niveau de *sur-puissances* mondiales, tandis qu'un troisième, la Chine, est peut-être en train de faire la même chose. Après la catastrophe de l'Allemagne, après la division de l'Europe entre le bloc américain et le bloc soviétique, il y a beaucoup d'Européens qui ont compris, que seule l'unification de notre partie du monde peut redonner à l'Europe sa position naturelle, une position conforme à la force potentielle de nos peuples. Nous avons la terre la moins érodée du globe. Nous avons une tradition de travail agricole, plus profonde que dans aucune autre partie du monde, une tradition fondée par les nations germaniques. Nous avons une tradition de conscience professionnelle basée sur la morale du travail du moyen âge et influencée par la foi chrétienne. L'Europe a créé la science moderne. L'Europe a créé l'industrialisation. L'Europe a créé pour la première fois dans l'histoire du monde une civilisation globale. La chute de l'Europe comme force créatrice de l'évolution humaine peut amener un désastre de cette civilisation.

Il est donc naturel, qu'il y ait eu après la dernière guerre des voix autorisées pour appuyer la réalisation du

rêve d'une Europe unie. On a essayé d'unir l'Europe politiquement, en créant le conseil de l'Europe à Strasbourg. On n'a pas réussi. On a essayé d'unir l'Europe dans une alliance militaire, l'armée européenne. On n'a pas réussi. Alors on a essayé d'unir l'Europe dans un marché commun. Et on a réussi, en tous cas partiellement. La communauté Economique Européenne fut dès le début un succès. Bruxelles est devenu un symbole de l'intégration de l'Europe. Mais il y a encore des obstacles. Six pays seulement sont membres de la Communauté. L'Angleterre, les pays scandinaves, la Suisse et l'Autriche ont fondé une association de libre échange pour contre-balancer la Communauté. L'Europe est encore divisée.

Mais la division qui reste n'est pas notre seule faiblesse dans la situation actuelle. Les fusions entre les grandes unités industrielles pour établir une concurrence efficace avec des géants américains qui devaient être une conséquence naturelle de l'intégration économique n'ont pas eu lieu. Les entreprises industrielles en Europe travaillent encore avec des méthodes qui sont depuis longtemps dépassées par l'industrie américaine. Ce ne sont pas les capitaux qui manquent. C'est la connaissance de la technologie avancée d'aujourd'hui. C'est l'esprit d'initiative, la volonté de pratiquer des moyens nouveaux, de chercher des chemins inconnus, de trouver des solutions courageuses. Jean-Jacques Servan-Schreiber a décrit mieux que personne auparavant l'invasion des Américains en Europe. Ils ne débarquent pas en tant que capitalistes. Ils travaillent en Europe en se servant de l'épargne européenne. Ils viennent comme des entrepreneurs modernes, des conquistadors téméraires qui ont des idées nouvelles et aussi la volonté et la capacité de les réaliser. C'est cela le défi américain ! C'est cela la capitulation de l'Europe, une capitulation qui n'est ni glorieuse ni nécessaire. Mais tant que la division de l'Europe n'est pas surmontée, tant que les préjugés du passé ne sont pas vaincus, l'Europe sera une chance perdue, une chance, qu'aucune nation, aucun empire n'a jamais rencontrée dans l'histoire des peuples et des civilisations.

L'éveil

Les
ont pr
tale et
que, u
Les vic
et du
civilisa
iles du
Seul, l
l'Occid
ses tra
a rom
En Asi
latine
momen
temps
çoivent
de la c
On p
monde
Nord e
rope, l'
le Japon
les anc
tralie, l'
l'Asie d
l'Amériq
posée d
tre le M
plus auj
pays sou
quelques
natalité
situation
diale ne
tion tou
Il y a
des pays

L'éveil du troisième monde.

Les découvertes géographiques du début du XVI^e siècle ont provoqué une rencontre entre la civilisation occidentale et les peuples de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique, une rencontre qui maintenant ne peut pas s'arrêter. Les vieilles civilisations de la Chine, du Japon, des Indes et du monde arabe ont été secouées sur leurs bases. Des civilisations primitives comme en Afrique noire ou aux îles du Pacifique ont perdu leur inspiration et leur génie. Seul, le Japon a pu assimiler l'influence créatrice de l'Occident sans changer son génie national, sans rompre ses traditions historiques. En Chine la révolution maoïste a rompu tous les liens entre le passé et le présent. En Asie méridionale, en Afrique noire et en Amérique latine comme dans les pays arabes on demande pour le moment l'égalité avec les autres nations mais en même temps on réclame que les nations sous-développées reçoivent les moyens de participer à l'évolution progressive de la civilisation occidentale.

On peut distinguer trois zones l'une de l'autre, dans le monde actuel : le Nord, le Sud et la zone moyenne. Le Nord est composé des pays industrialisés comme l'Europe, l'Union soviétique et l'Amérique du Nord. Même le Japon appartient au monde industrialisé comme aussi les anciens dominions britanniques : le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud. La zone méridionale comprend l'Asie du Sud, l'Afrique noire et une grande partie de l'Amérique latine. La zone moyenne, finalement, est composée de la Chine et des pays arabes. La différence entre le Nord et le Sud est énorme. Ce qu'on craint le plus aujourd'hui est l'expansion démographique dans les pays sous-développés, une expansion qui provoquera dans quelques dizaines d'années la famine mondiale. Avec la natalité d'aujourd'hui nous arriverons tôt ou tard à une situation dans laquelle la production alimentaire mondiale ne pourra pas satisfaire les besoins d'une population toujours croissante.

Il y a une disproportion effrayante entre les ambitions des pays sous-développés et leur capacité de réaliser leurs

désirs. D'un côté, ils demandent l'indépendance totale dont jouissent les pays industrialisés, mais d'autre part, ils réclament une assistance massive. Cette contradiction crée des difficultés psychologiques dans la collaboration internationale entre le monde riche et le monde pauvre. L'assistance des nations riches a plusieurs fois été refusée par les nouveaux Etats qui veulent ainsi manifester leur indépendance mais, à la longue, l'assistance aux pays sous-développés ne peut pas devenir efficace sans un certain contrôle du côté des nations techniquement plus avancées. Or, c'est une illusion de croire qu'on peut combiner une indépendance politique avec une dépendance technique, économique et culturelle. Mais c'est aussi une illusion de croire que nous pouvons retourner au colonialisme du passé.

Les problèmes fondamentaux de notre monde sont pour l'instant au nombre de trois : éliminer la menace d'une famine mondiale, créer une collaboration économique et culturelle entre les pays sous-développés eux-mêmes et adapter la technique et la science moderne aux génies nationaux des peuples asiatiques, africains et sud-américains.

C'est un fait que les pays du troisième monde aujourd'hui exportent en Europe et aux Etats-Unis des produits agricoles, dont ils ont grandement besoin eux-mêmes, des produits qui contiennent de grandes quantités de protéine, et qui sont par là des produits d'une grande valeur alimentaire. On n'exagère pas quand on caractérise cette forme de commerce entre les deux mondes comme une exploitation des nations pauvres par les nations riches. L'intérêt que ressentent les jeunes pour ces problèmes n'est pas seulement le fruit d'une propagande néo-libérale ou communiste. C'est aussi l'expression d'une crainte pour l'avenir, si un jour le tiers-monde, le monde surpeuplé, doit choisir entre la famine ou la guerre atomique. Nous savons qu'il y a une puissance mondiale qui attend ce moment. C'est la Chine. Nous savons qu'elle regarde comme la véritable lutte des classes la guerre entre le monde industrialisé et le monde pauvre, et qu'elle est persuadée que les Chinois en tant que race supérieure

dans
cont
blan

Et
nati

Les
d'ex
histo

disp

les

n'es

anno

qui

U

les

dent

peu

Au

révo

pou

la c

La

La

Le

n'a

le r

prin

n'on

satis

trop

N

Des

la E

mar

les

créé

lisat

form

trad

dans le monde doit conduire cette révolte universelle contre le règne des capitalistes, c'est-à-dire le règne des blancs.

En tant que nationalistes, nous sommes partisans du nationalisme en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Les peuples de ces parties du monde ont le même droit d'exister que nous. Nous savons que c'est notre devoir historique de créer avec les moyens qui sont à notre disposition un équilibre, une juste balance entre toutes les nations du monde. Mais la solution de ce problème n'est pas un travail de quelques jours, de quelques années ou quelques dizaines d'années. C'est un travail qui s'étendra sur plusieurs générations.

Un affaiblissement du monde blanc ne peut résoudre les problèmes du tiers monde. Un Occident uni, un Occident basé sur la renaissance de ses valeurs morales peut seul redonner à l'humanité un espoir et un avenir. Au contraire, un Occident qui se laisse mener par des révoltés sentimentaux et irresponsables, qui a peur du pouvoir que nous a donné l'histoire, causera lui-même la catastrophe qu'il veut éviter.

La renaissance des valeurs occidentales.

Le désir de changement est plus fort aujourd'hui qu'il n'a jamais été auparavant, bien sûr, mais l'homme reste le même, tel qu'il a été depuis les époques les plus primitives de son histoire. Ses besoins fondamentaux n'ont pas changé; c'est seulement les formes de leur satisfaction qui se sont renouvelées. C'est ce qu'on oublie trop souvent dans l'appréciation de la situation présente.

Nous avons mis des siècles à créer un génie européen. Des formes caractéristiques de ce génie ont apparu — la Renaissance, le Baroque, le Rococo, l'Empire, le Romantisme — et elles ont été l'une après l'autre comme les divers chaînons d'une histoire commune, elles ont créé ensemble ce que nous appelons maintenant la civilisation occidentale. Elles ont toutes exprimé, sous une forme ou sous une autre, la tradition de l'Europe, une tradition qui repose sur la liberté de l'individu, le règne

de la justice, l'autonomie des communautés, la solidarité humaine, un mélange de foi et de scepticisme, d'intuition créatrice et d'empirisme scientifique. La lutte entre les conceptions extrêmes a caractérisé cette civilisation. Elle a toujours dû combattre pour arriver à trouver un équilibre, une juste balance entre ses diverses aspirations.

Nous sommes pour le moment dans une situation où cette balance nous semble plus nécessaire mais en même temps plus difficile à obtenir que jamais auparavant. Nous avons pu arriver au niveau technique atteint par la civilisation contemporaine en concentrant toutes nos forces intellectuelles à des tâches matérielles, à des initiatives pratiques et rationnelles. Il y a pour l'instant une disproportion indiscutable entre le niveau de la science d'une part et le niveau de la vie religieuse d'autre part. Même l'art n'a pas trouvé encore ses nouvelles formes d'expression, nécessaires pour exprimer nos expériences dans une situation imprévue et inconnue et leurs conséquences pour notre vie sentimentale.

L'incertitude qui caractérise notre époque a donné naissance à toutes sortes de convictions très contestables. On prétend, par exemple, que les machines vont remplacer le travail humain au lieu de comprendre qu'elles changeront seulement les formes du travail. On prétend que le devoir, la loyauté, la fidélité et même la personnalité sont des phénomènes du passé sans raison d'être dans la civilisation de masse, que l'homme de l'avenir n'a pas d'autre but dans la vie que de satisfaire à chaque instant les besoins du moment. On n'a pas compris que justement notre époque, si complexe, si pleine de contradictions, a besoin plus que toute autre de ces bases morales des relations humaines. On n'a pas compris que la liberté anarchiste d'un Herbert Marcuse ne peut avoir pour aboutissement que la tyrannie totale, sous sa forme la plus monstrueuse, comme dans les communes populaires de la Chine. On prétend que le changement du temps est si profond, si définitif, qu'il implique une disparition de toute continuité historique, et qu'on se trouve aujourd'hui devant les possibilités d'une situation entièrement révolutionnaire. On n'a pas compris que

mên
effe
jour

C'

des

nant

artis

sont

la c

ne p

térie

le n

dant

pend

parti

de l

mes

com

sent

et le

réfèr

peut

conv

au-de

les n

nité

occid

histoi

tienn

toute

à réi

leurs

mais

les né

La vi

Dan

perçoi

plus s

même le changement, pour profond qu'il soit, n'est qu'un effet de la continuité historique et que les faits d'aujourd'hui sont causés par les faits d'hier.

C'est pourquoi nous avons besoin d'une renaissance des valeurs occidentales. Pour Marx, les valeurs dominantes, c'est-à-dire la morale, la justice, les expressions artistiques, les conceptions religieuses ou idéologiques, sont des reflets des intérêts économiques et sociaux de la classe supérieure. En réalité, la morale n'est pas et ne peut pas être la conséquence du niveau de vie matériel. Au contraire, le niveau de vie est commandé par le niveau moral. L'efficacité de la production est dépendante de toutes les forces, qui y participent, elle est dépendante du sens de la responsabilité chez chacun des participants, de son sentiment de l'honneur, de la fidélité, de la sensibilité à la réputation. L'acceptation des normes qui nous sont imposées par la vie quotidienne en communauté exprime souvent de la part de chacun le sentiment d'être un militant dans une lutte entre le bon et le mal, entre Dieu et le Diable. Ce sentiment ne se réfère à aucune confession religieuse en particulier. Il peut être ressenti par tout homme en dehors des diverses convictions. Nous avons besoin aujourd'hui de retrouver, au-delà des controverses du passé, les valeurs essentielles non seulement de notre civilisation mais de l'humanité entière. Car, ces valeurs essentielles de la civilisation occidentale ne sont que les variantes inspirées par notre histoire particulière des valeurs universelles qui appartiennent à toutes les civilisations, à toutes les nations, à toutes les races de notre terre. Si nous ne parvenons pas à réintégrer dans notre vie sociale et culturelle ces valeurs d'origine de notre civilisation, nous ne pourrons jamais résoudre les problèmes globaux qui sont aujourd'hui les nôtres.

La vision corporative.

Dans la civilisation industrielle de masse, l'homme ne perçoit plus le sens des événements et par là il ne sent plus sa propre situation. La vitalité d'une nation ou d'une

civilisation, cependant, dépend de la participation active et consciente de tous les groupes et individus, sur l'activité desquels elle est basée. Le règne des technocrates donne à l'homme un sentiment d'impuissance, le sentiment que tout passe au-dessus de sa tête et qu'il ne peut rien faire pour changer sa propre condition. Ce sentiment paralysant est la base idéale d'une technocratie omnipotente. Il faut donc créer un ordre social qui restitue à l'homme son indépendance et sa dignité.

L'indépendance totale est un rêve irréalisable, bien sûr, mais la dépendance totale n'a jamais été nécessaire. Il faut créer une sphère où l'individu peut s'orienter, peut se mouvoir et peut sentir qu'il a une influence personnelle. Il faudrait pour cela transformer les entreprises capitalistes en communautés de travail, communautés presque familiales, où les dirigeants, les employés et les actionnaires se regardent réciproquement comme des coopérateurs d'une tâche commune consacré au service de la nation tout entière.

Ceci revient à dire que, dans toutes les branches de la vie sociale et culturelle de la société moderne il faudrait aboutir à des *corporations* et des *sous-corporations*, associant tous les groupes et tous les intérêts qui participent à la production. A ces corporations auxquelles l'adhésion serait obligatoire il faudrait conférer une autonomie, fixée par loi, qui permette de transférer de l'administration étatique aux autorités corporatives contrôlées par des conseils et des assemblées élus, un grand nombre de décisions d'ordre social et économique, aujourd'hui prises par l'Etat, et qui devraient l'être, en réalité, par les corporations. Ainsi serait reconstituée une certaine forme d'autonomie populaire, par un mécanisme analogue à l'ancienne autonomie des « communes » médiévales, mais adopté à la structure de la société moderne et à la société industrielle elle-même.

Les corporations auront besoin des spécialistes — c'est bien entendu. Mais il y a une différence fondamentale entre une société, dominée par une classe technocratique consolidée et un ordre, dans lequel une grande part des

spécia
ils so
sentar
capab
travai
des sp
comm
mune
solida
foncti
somp
Nou
temps
anony
pouvo
taires.
pond
fâche
vent
monst
propa
à frei
de tou
Il est
la for
tituer
que le
qu'ils
représ
qu'ils
L'entr
positio
che se
posé p
naires
par le
sion d
ment.
accept
Cette

spécialistes appartient à des corporations autonomes, où ils sont obligés de discuter constamment avec les représentants élus des travailleurs et des dirigeants qui sont capables de mettre à l'épreuve dans la pratique de leur travail, les idées, les plans et les propositions qui émanent des spécialistes. La corporation est dominée par sa tâche, commune pour tous ses Membres. Cette fonction commune ne peut manquer de provoquer un sentiment de solidarité, qui s'impose même aux spécialistes, et aux fonctionnaires de gestion qui sont des technocrates présumptifs.

Nous avons vu que les actionnaires, ont, depuis longtemps, perdu leur influence essentielle dans les sociétés anonymes. Formellement, ils ont encore, cependant, le pouvoir dans l'entreprise. Ils en sont encore les propriétaires. Cette position formelle des actionnaires ne correspond pas aux réalités actuelles. Mais elle joue un rôle fâcheux dans les grandes masses ouvrières, qui conservent le sentiment d'être exploitées par un capitalisme monstrueux. Cette conviction absurde rend service à la propagande communiste mais contribue en même temps à freiner une évolution nécessaire vers la coopération de toutes les forces productives de la vie économique. Il est au contraire opportun aujourd'hui de renoncer à la forme capitaliste de la société anonyme pour y substituer une forme corporative. Cela revient à dire, en fait, que les actionnaires resteront propriétaires de l'argent, qu'ils ont mis à la disposition de l'entreprise et seront représentés à ce titre au conseil d'administration, mais qu'ils ne seront plus les *propriétaires* de l'entreprise. *L'entreprise sera son propre propriétaire.* Elle aura la position d'une fondation de bienfaisance ou de recherche scientifique. Le conseil d'administration sera composé par des représentants élus des salariés et des actionnaires et sera présidé par le chef de l'entreprise, nommé par le conseil. La « participation » n'est qu'une expression démagogique de la politique française pour le moment. Pour que ce mot cesse d'être vide de sens, il faut accepter la réforme nécessaire du droit de propriété. Cette réforme est nécessaire pour obtenir la confiance

des masses ouvrières, indispensable si l'on veut créer un ordre acceptable pour l'Occident.

La participation des ouvriers à la direction et aux bénéfices de l'entreprise est un moyen pour conserver la vitalité nationale. Servan-Schreiber affirme qu'une différence importante entre la vie économique en Europe et aux Etats-Unis est le désir des Européens d'établir des liaisons efficaces entre les dirigeants et les spécialistes d'une part et les masses ouvrières de l'autre, tandis qu'il n'existe rien d'analogue en Amérique. Le corporatisme est l'instrument le plus propre à établir ces liaisons dont on a besoin, entre l'Etat, les organismes professionnels et les individus. Le corporatisme entraîne, par conséquent, l'abrogation de l'anonymité paralysante dans la vie moderne.

Il y a une différence fondamentale entre les organisations de base de la démocratie contemporaine et celles du corporatisme futur. Les organisations professionnelles actuelles ont pour but la défense des intérêts de leurs membres contre les intérêts d'autres organisations, sans référence véritable à l'intérêt de la communauté entière. Elles ont, par conséquent, une tâche purement défensive. Une corporation, au contraire, représente la totalité d'une certaine branche de la société. Evidemment, elle a pour tâche la protection de ses membres, mais cette tâche est subordonnée au sentiment de responsabilité dont la corporation se sent chargée vis-à-vis de l'ensemble de la nation. Et ainsi elle conçoit sa tâche comme authentiquement positive. L'idéal des organisations professionnelles d'aujourd'hui est la défense des intérêts matériels. L'idéal de la corporation est l'exaltation et la fierté du travail, le sentiment de participer de façon positive au service de la communauté nationale. C'est pourquoi le corporatisme nous apparaît comme l'expression la plus féconde de la renaissance sociale, de la renaissance des valeurs morales, de l'intégration du progrès technique et d'un approfondissement spirituel.

PER ENGDAHL.

(à suivre)

Les
appar
demeu
sont r
parier
dans l
leurs.

Deu
mini
versita
et d'a
pas le
nière

L'U
à une
nale :
remèd
dont
réform
me to

Les Mystifiés de Mai

Les événements qui se sont déroulés en mai dernier appartiennent aujourd'hui au passé. Mais leur actualité demeure. Nul ne pense en France que les problèmes sont résolus — pas même nos gouvernants — et l'on peut parier qu'une seconde crise interviendra nécessairement dans les mois à venir, probablement pas en octobre d'ailleurs.

Deux aspects bien différents sont à considérer dans la mini « révolution » de mai : d'une part le problème universitaire proprement dit, qui fut à l'origine de la crise ; et d'autre part le problème politique. Il y a lieu de ne pas les confondre comme on l'a fait parfois d'une manière abusive.



L'Université est malade. Depuis 1958, nous avons assisté à une véritable colique de ministres de l'Education nationale : tous se sont révélés incapables de trouver des remèdes efficaces, à commencer par le sinistre Fouchet dont je ne suis pas éloigné de croire que le « plan de réforme » n'a fait qu'aggraver le mal puisqu'il n'a, somme toute, qu'administré du maxiton à un insomniaque.

L'éruption n'était pourtant pas difficile à prévoir. Le gouvernement avait en sa possession dès 1958 les deux données fondamentales du problème : d'une part un corps enseignant qui est depuis la première guerre mondiale l'objectif n° 1 du Parti communiste (sans même vouloir remonter aux « victoires laïques » du XIX^e siècle); d'autre part une vague démographique sans précédent, issue des années 1945-48, dont les statisticiens avaient calculé mathématiquement la montée croissante et l'apogée.

Or, tandis que le corps enseignant, uni aux autres « forces de progrès », ne cessait de réclamer à cor et à cri la « démocratisation de l'enseignement », c'est-à-dire la prolongation de la scolarisation et des diplômes pour tous, M. de Gaulle se lançait dans une politique prétendument de « prestige » — politique internationale bien sûr — et commençait par couper la France de tous ses débouchés impériaux en la confinant dans un superbe isolement. Il n'y a pas lieu de refaire ici le procès de la politique gaullienne : reconnaissons simplement qu'elle a conduit à limiter excessivement les dépenses nationales d'investissement économique, scientifique, scolaire au profit d'investissements improductifs.

Tout se passa comme si la V^e République n'avait jamais entendu parler de notre essor démographique. Quand la marée montante atteignit les premières digues, ce fut le sauve-qui-peut général, bien traduit par la valse de ministres incompetents, largement dépassés par l'ampleur du problème. Le dos au mur, le couteau de la « démocratisation » sur la gorge, on résolut de gagner du temps, de jeter du lest.

Pour éviter une rupture forcée, il fallut d'abord ouvrir l'écluse de l'entrée en sixième (1), puis faire sauter le verrou du baccalauréat, et entrouvrir enfin les portes de l'Université.

Cette série d'expédients a permis de pallier les difficultés, du moins provisoirement. Mais quels que fussent les dangers de cette politique, la péripétie la plus grave

(1) Que nos ex-colonies d'Afrique ont eu la sagesse, elles, de maintenir.

n'était
sa par
ni la
suscep
La lan
l'Unive
travail

Là,
avec le
des ba
tique
culté
égalem
car les

Ainsi
de se
scolair
D'autre
rien. C
chôme

Voilà
d'irres
politiqu
Penh, e

On p
de la c
sifs des
gateurs

Le p
ficatif à
où l'on
cage à
d'un bi
résume
Gaulle
de ses
Tant

n'était pas encore arrivée. Dans sa précipitation, dans sa panique même, la V^e République n'a eu ni le temps ni la force de diviser le courant en de multiples canaux susceptibles d'irriguer tous les champs professionnels. La lame de fond est arrivée presque intacte à l'issue de l'Université et commence à déboucher sur le marché du travail.

Là, impossible de trouver un échappatoire, de tricher avec les réalités. Impossible de garder les étudiants sur des bancs d'amphithéâtre en attendant une problématique relance économique, car d'autres arrivent en faculté en flots désordonnés mais exigeants. Impossible également de lâcher cette foule sur le marché du travail car les places sont prises.

Ainsi, d'une part la qualité de l'enseignement n'a cessé de se dégrader depuis dix ans, s'adaptant aux effectifs scolaires pour ne délivrer que des diplômes dévalorisés. D'autre part cet enseignement au rabais ne débouche sur rien. Combien des 600.000 étudiants de 1968 seront des chômeurs dans deux ou trois ans ?

Voilà où mènent dix ans d'incurie, d'incompétence, d'irresponsabilité dans la stabilité, de mégalomanie géopolitique : on prétend régir l'univers de Brasilia à Pnom-Penh, et on se casse proprement les dents sur Nanterre.



On pourrait disserter longuement sur les péripéties de la crise, en particulier sur les mobiles politico-subversifs des groupuscules d'extrême-gauche ou sur les instigateurs réels de la révolte, mais là n'est pas l'essentiel.

Le plus beau fruit de notre Université, le plus significatif à mes yeux, fut assurément la faculté de Nanterre où l'on prétendait *concentrer* 12.000 étudiants dans une cage à lapins digne d'Alphaville posée au beau milieu d'un bidonville de nord-africains : quel symbole pour résumer la France gaullienne ! Somme toute, M. de Gaulle n'a été victime, en mai dernier, que de l'impéritie de ses techno-bureaucrates.

Tant qu'on ne se sera pas rendu compte du fait que

cette crise aurait pu tout aussi bien être déclenchée par des étudiants « d'extrême-droite » — indépendamment de multiples circonstances annexes qu'il serait trop long d'énumérer — on n'aura rien compris au problème universitaire. Car, avant les « posters » de Trotsky ou de Guevara, avant le dévouement logomachique des contestations métaphysico-sexuelles, il y a eu et il y a un refus de l'université gaullienne technocratique, c'est-à-dire de l'université de consommation.

Je ne m'étendrai pas sur la légitimité profonde de cette révolte, non plus que sur celle des revendications ouvrières. Elle me semble évidente. Et même, sans pour autant cesser de déplorer bien des formes prises ultérieurement par cette révolte, elle m'a paru, dans son principe, positive et sympathique.

Peu me chaut, en fin de compte, qu'elle ait eu pour promoteurs des sectateurs du « Black power » ou de la Nième Internationale : elle était dirigée contre l'incapacité de la V^e République, c'est-à-dire contre un vieillard que, depuis certaine époque, je me refuse à protéger de quelque adversaire que ce soit.

Ceci nous permet de passer au problème proprement politique, c'est-à-dire au dilemme posé à la nation par M. de Gaulle : moi ou le communisme.

* *

A propos de ce dilemme, soulignons d'abord tout ce qu'il a de faux : le P.C. représente en France environ 1/5^e de l'électorat, c'est-à-dire qu'il est incapable, à jouer le jeu démocratique, d'assumer seul le pouvoir. Du reste, aurait-il besoin de demander à M. de Gaulle la permission s'il voulait prendre le pouvoir par la force ? Le dilemme devenait donc : moi ou la gauche.

Mais il y a mieux : tout observateur un tant soit peu éveillé a remarqué le rôle singulièrement timoré du P.C. lors de la crise de mai. En effet, non seulement celui-ci s'est systématiquement abstenu de tout surenchérissement subversif (condamnation première des étudiants, C.G.T. laissant à ses adhérents toute latitude pour en-

trer
tique
ner
et Sé
gnoir

La
ni dé
tenir
dans
l'E.D.
lieu
Bref,
le 13
rent
sent

Le
d'une
quer
part
toute
dissai
cassa
usine

Le
sième
n'a c
une p
la rec
nisme
l'hom
maréc
peut

C'es
tribua
modif
ment
dés, n
subtil

Le
accept

trer en grève), mais il n'a cessé, après en avoir pris politiquement la direction par le biais de la C.G.T., de freiner le mouvement revendicatif : MM. Waldeck-Rochet et Séguay mériteraient la grand-croix de l'Ordre de l'éteignoir, s'il existait encore.

La vérité, c'est que le P.C. ne voulait pas du pouvoir, ni démocratiquement ni d'une autre manière : il semblait tenir à sa merci le sort de la France (conservant encore dans sa manche l'arme totale des grandes grèves — l'E.D.F.), et en fait se contentait de suivre le peuple au lieu d'en être l'avant-garde comme l'impose sa doctrine. Bref, jamais le P.C. n'avait paru plus impuissant depuis le 13 mai 1958, et les consultations électorales qui suivirent ont semblé le prouver, si tant est que des votes puissent signifier quoi que ce soit.

Le dilemme gaullien fut donc une double escroquerie d'une part parce que le P.C. n'était pas le seul à revendiquer et que c'était même le moins acharné, et d'autre part parce que le P.C. n'a cessé un seul instant durant toute la durée de la crise de sauver le gaullisme en brandissant bien haut les drapeaux rouges de 1936 tout en cassant systématiquement, secteur par secteur, usine par usine, les volontés réellement révolutionnaires.

Le dilemme gaullien est encore faux pour une troisième raison, la plus manifeste : c'est que le gaullisme n'a cessé de poursuivre depuis son arrivée au pouvoir une politique pan-marxiste. L'abandon de Mers-el-Kébir, la reconnaissance de la Chine rouge, l'extension du planisme ne sont que des exemples parmi d'autres. Est-ce l'homme des confidences au général de Beaufort et au maréchal Juin, l'homme de l'Europe jusqu'à l'Oural qui peut poser ce choix : moi ou le communisme ?

C'est que M. de Gaulle avait les cartes en main. Distribuait le jeu à sa guise, il nous était impossible de modifier la donne. Ou bien il fallait purement et simplement refuser de jouer, ou bien il fallait accepter les dés, même pipés, et dans ce dernier cas les utiliser avec subtilité.

Le malheur a voulu que la majorité des Français accepte le dilemme sans penser à mal, sans faire sur

cette alternative nos trois restrictions fondamentales. On a demandé à la nation de condamner publiquement le communisme et elle l'a fait.

Il faudrait donc se féliciter de cette réaction politique de masse à priori fort positive. En fait, nous sommes contraints d'émettre sur la valeur de cet anticommunisme les plus expresses réserves, car il nous paraît n'avoir dans le jeu politique et dans le destin futur de la France qu'une valeur très limitée : ce n'est pas parce que les Français ont eu peur du drapeau rouge et du P.C. qu'ils refuseront le national-communisme gaullien. Cet anticommunisme général ne les a pas empêchés en d'autres temps de livrer sans difficulté aucune l'Algérie ou la Guinée au socialisme totalitaire. En bref, cette peur viscérale, optique, ne nous paraît d'aucune utilité contre la *subversion* marxiste.

Dans ce ménage à trois que fut la France de mai (de Gaulle, le P.C. et la nation), M. de Gaulle a repris les procédés classiques du vaudeville en faisant semblant de tromper l'amant avec le mari : le mari (les Français) fut aux anges, l'amant (le P.C.) accepta de bon cœur un subterfuge qui lui sauvait la mise et l'épouse rétablit ainsi publiquement son « honneur ».



Malgré les apparences, donc, les grands perdants de mai ne furent pas les gens de gauche : ceux qui demeurent aujourd'hui au P.C. savent pourquoi ils lui restent fidèles, et les transfuges passés au P.S.U. savent tout autant pourquoi ils l'ont abandonné. L'extrême-gauche a perdu une clientèle de tièdes à peine plus marxistes que vous et moi et retrouve son intégrité politique.

La droite au contraire (c'est-à-dire des P.D.M. aux U.D.R.), plutôt que de se regrouper dans un égal refus du gaullisme et du communisme, a préféré rallier avec toutes ses troupes le national-communisme gaullien. S'hypnotisant sur des détails, saisissant au bond la balle de l'anticommunisme, elle a apporté, à de rares exceptions près, son total soutien au gaullisme dans la crise

de m
tendu
On
la pr
de V
main
nalist
On v
voix
Et to
Le
siden
pour
priori
même
hypot
mense
En
impos
mieux
bien
aux u
sœurs
tuées,
fois-ci
on dé
et dar
comm
fourbi
Un
mérite
M. de
Serge
Comm
appella
états-n
deman
rie fra
Il au
qui, à

de mai. On vit alors des manifestations tout à fait inattendues.

On vit, par exemple, des monarchistes protester contre la profanation du drapeau... tricolore. On vit des anciens de Verdun défiler au coude à coude avec les hommes de main du bourreau de Pétain. On vit des étudiants nationalistes se mettre au service de l'exécuteur de Brasillach. On vit enfin le défenseur de Salan offrir les quelques voix qui peuvent lui rester à celui que visa Bastien-Thiry. Et tout cela au nom de l'anticommunisme !

Le choix était pourtant clair. Dans la logique des présidentielles, M. « T.V. » n'avait pas hésité à faire voter pour M. Mitterrand, soutenu cependant par le P.C. : la priorité des priorités était alors d'abattre le gaullisme, même au risque d'un front populaire, afin de lever une hypothèque politique tout en condamnant des années de mensonge et de trahison.

En juin il fallait ou bien refuser le répugnant dilemme imposé ou bien accepter les règles du jeu, c'est-à-dire mieux tricher que l'adversaire. En d'autres termes, ou bien on refusait purement et simplement de se rendre aux urnes en compagnie des analphabètes, des bonnes sœurs en rupture de société temporelle et des prostituées, parce que la ragougnasse démocratique était cette fois-ci plus écoeurante encore que d'habitude. Ou bien on déposait un bulletin *politique* (et non sentimental) et dans ce cas on votait tout sauf de Gaulle, y compris communiste, quitte, rentré chez soi, à entreprendre de fourbir ses armes en vue d'un front populaire.

Un seul homme, à ma connaissance du moins, a eu le mérite de dépasser le marché de dupes et de prendre M. de Gaulle à son propre jeu : il s'agit du capitaine Sergent. Cette attitude était insoutenable, me dira-t-on ? Comment vouliez-vous faire voter communiste ce qu'on appelle parfois « l'extrême-droite » ? Comment les états-majors des groupuscules irrédentistes auraient pu demander aux rescapés de la « libération » ou de l'Algérie française de voter pour Moscou ?

Il aurait suffi pourtant d'une réflexion. Quels sont ceux qui, à la lumière des dix années qui viennent de s'écou-

ler, se seraient obstinés à voter gaulliste en 1958 en sachant ce qui allait en advenir par la suite ? Ceux-là n'auraient-ils pas préféré voter, s'ils avaient su, « tout sauf gaulliste, y compris communiste » ? Et le régime a-t-il donc tant changé de nature depuis cette date ?

C'est pourquoi j'en viens à conclure qu'à dix ans d'intervalle et de la même façon la droite française a été une deuxième fois cocufiée par le même homme.



Peut-on en tirer une leçon ?

Il est devenu évident qu'il y a dans la droite, du moins dans ce qu'on appelle la droite, deux grands courants : un courant conservateur majoritaire, un courant radical minoritaire. L'impuissance de la droite depuis dix ans ne provient pas du premier, dont la tactique devant un personnage comme M. de Gaulle ne peut être que celle de « l'impuissance positive » en quelque sorte. Elle provient au contraire, et uniquement, des nationaux-radicaux qui ont toujours voulu être dans la droite conservatrice comme des poissons dans l'eau.

Ces velléités de subversion électorale n'omettent qu'une chose : le poisson. Un mouvement révolutionnaire doit d'abord exister et être sûr de son existence : avoir une doctrine précise, un minimum de militants à toute épreuve. Ensuite, il ne doit pas quémander mais imposer. Or depuis dix ans et plus les groupuscules nationaux-radicaux ont passé leur temps à se louer, en période électorale, aux notables conservateurs. Comment, après cela, se prévaloir d'une intégrité politique et doctrinale ?

A voir la faillite de la droite en mai-juin derniers, on découvre que le principal défaut des nationaux-radicaux est l'illusion démocratique : avoir beaucoup d'adhérents, jouer un rôle électoral. En fait, la principale force d'un mouvement révolutionnaire est son unité politique et doctrinale : cette unité n'a pas pour mission, une fois réalisée à partir d'un embryon de formation militante, de composer avec l'extérieur mais d'imposer ses propres

vues
prop
Er
de l
sage
assu
sira
de l
Le
l'ex
vis-à
que
nier

vues à celui-ci et de conserver quoi qu'il en coûte sa propre intégrité.

En bref, il faut d'abord former des hommes et un outil de lutte. Ce n'est qu'après, bien après, qu'on peut envisager de passer au stade politique et électoral, en étant assuré que chaque opération politique entreprise réussira et ne compromettra pas l'existence même de l'outil de lutte.

Les nationaux-radicaux, qui ne cessent de brandir l'exemple de Lénine, ont été incapables de le suivre vis-à-vis de leurs propres menchéviks. Sinon ce sont eux que la France aurait vus sur les barricades en mai dernier, quitte à s'allier avec le diable.

François D'ERCE.

Le Quatrième Pouvoir : Le Syndicalisme

Jadis, la presse était considérée comme le quatrième pouvoir. Ce règne est terminé. Le syndicalisme l'a détrôné. C'est le fait intérieur capital, historique, de la V^e République parce que la légalité du droit de grève met en échec la légalité constitutionnelle démocratique.

Les commentaires sur les dernières élections législatives ont été, comme toujours après ces consultations, nombreux, divers, contradictoires et confus, chacun tentant d'expliquer, à sa manière en ménageant son amour-propre, son échec ou son succès. Il semble qu'il faille aller au-delà de justifications classiques et périmées quand deux vagues aussi contradictoires se succèdent ; la poussée revendicative de mai demeura sourde aux appels officiels et le ras-de-marée électoral de juin balaya les oppositions qui soutenaient la révolution du mois précédent. Les observateurs ont médité du parlement séparé nettement sans partis-charnières ; c'est plus grave : le pays est divisé en deux blocs qui se sont manifestés à un mois d'intervalle, de façon catégorique chaque fois. Cet aspect a été peu remarqué. Opposition directe de masse contre opposition de l'isoloir.

Pusillanime comme à son habitude, la grande presse (1) avait pris des assurances sur l'avenir en se montrant tiède pour la majorité gouvernementale. Les grands quotidiens de province — dont le tirage dépasse souvent celui

des j
à l'op
des l
louse
Déjà,
Mend
indica
vait
gislat
du F
que
L'élec
journ
tiend
risqu

La
lisme
s'arro
trava
juin
à la
réfor
« pe
ment

Cet
du g
le go
ger p
sions
ouvri
et la
de ga
didat
venge
sur l
y fur
mino
de «

La
blica

des journaux parisiens — ne ménagèrent pas leur appui à l'opposition sous différentes formes. Cela n'empêcha pas des bouleversements de fiefs politiques comme à Toulouse par exemple, et au sud rose ou rouge de la Loire. Déjà, avec le demi-échec du « front républicain » Mollet-Mendès soutenu par *France-Soir* et quelques autres, une indication assez nette se dégagait, le public ne « suivait » plus son journal habituel. Avec les élections législatives de juin dernier et les « sondages » d'influence du *Figaro*, de *France-Soir*, etc., la preuve est apportée que la grande presse a perdu le quatrième pouvoir. L'électeur préfère son jugement à celui, intéressé, de son journal quotidien. Lors des prochaines élections, qui ne tiendra pas compte de cette indépendance de l'opinion, risquera de connaître des déboires.

La presse a perdu son influence au profit du syndicalisme ou, tout au moins, d'un certain syndicalisme actif s'arrogeant le monopole du contrôle de la liberté du travail. C'est le fait remarquable des événements de mai-juin 1968. Un gouvernement majoritaire, légal, dut céder à la pression de masse des syndicats autant pour des réformes que pour amender des ordonnances-lois. Le « peuple parlait »... plus haut et plus fort que le parlement et le pouvoir.

Cette brèche dans la démocratie n'était pas la première du genre. Déjà, en 1936, Léon Blum amené à présider le gouvernement de « front populaire », s'était vu assiéger par des grèves généralisées afin d'obtenir, par pressions politiques, des améliorations matérielles de la classe ouvrière. En mai-juin, ce fut la pression de « la rue » et la menace de la ruine économique nationale. Les voix de gauche qui se portèrent, au second tour, sur les candidats gaullistes, ne signifient vraisemblablement que la vengeance par le vote secret à l'obligation d'une grève sur laquelle certains n'étaient pas d'accord alors qu'ils y furent contraints par l'action agissante de syndicalistes minoritaires. L'écrasement des gauches peut être qualifié de « revanche des moutons ».

La question reste posée pour l'avenir : la légalité républicaine peut être tenue en échec pour le pouvoir syndi-

caliste. C'est la démocratie qui est en cause. Lénine avait prévu le danger démocratique et M. Brejnev tenta de convertir les gouvernants tchécoslovaques à l'idée que le socialisme et la démocratie étaient incompatibles. Depuis le mai-juin français, on comprend mieux l'interdiction de la grève en U.R.S.S. (qui l'assimile au « sabotage économique »), en Portugal corporatif, et même en Arabie séoudite pays du supercapitalisme pétrolier. La grève orchestrée peut toujours devenir un danger pour un régime. Il est vraisemblable que la question de la grève légale sera réexaminée en prenant pour base l'ancien projet — sévère — du socialiste Gazier. On envisage le recours obligatoire à une « cour d'arbitrage » avant tout déclenchement de grève et une décision prise au vote secret du personnel de l'entreprise afin de préserver la liberté du travail. 480 milliards de salaires perdus est le bilan de mai-juin 1968, salaires perdus pour les ouvriers et employés mais non pour les dirigeants de syndicats soudain inquiets que « la base » discute et rejette leurs propres accords.

Allons-nous vers le syndicalisme restrictif de l'entreprise ? Peut-être ; les facilités données à l'intérieur de la firme aux organisations syndicales, autorisent l'espoir d'un syndicalisme unifié dégagé des tutelles politiques. Le capitalisme est devenu trop abusif avec ses bénéfices non distribués et incorporés, avec ses distributions d'actions gratuites camouflant les bénéfices réels, ses frais « de représentation » somptuaires, etc..., se transformant en autant de prétextes de frais généraux pour « peser » sur les salaires. Il faut rappeler la statistique de l'office de la communauté européenne publiée au début de 1968 sur la moyenne des salaires horaires dans les six pays du Marché Commun : Luxembourg, 6 F ; Allemagne, 5,75 F ; Belgique, 5,05 F ; Pays-Bas, 4,75 F ; France 4,05 F ; l'Italie fermant la marche. Durée de la semaine de travail : 44 heures en Allemagne, 46 heures ailleurs et 47 heures en France. Le capitalisme ne pratiquant nulle part la philanthropie et se réservant des marges bénéficiaires similaires, en France, tout comme en 1936, le patronat se montre lent à comprendre le réalisme de la

condition humaine ; pour le tenir en haleine, un syndicalisme est indispensable. Malheureusement, en mai, ce syndicalisme n'offrit pas à la méditation publique des discussions financières sur les bilans des entreprises immobilisées.

Nous l'avons écrit ici-même, voici dix ans, et nous le répétons : nous sommes partisans — en attendant mieux — d'un syndicalisme réaliste à l'américaine (pour certains des syndicats et non pour ceux genre Hoffa). Avec le produit des « timbres » versés au sein du syndicalisme d'entreprise ou d'un syndicalisme groupant des activités semblables, se rendre acquéreur d'actions de la firme, ou des firmes du groupement, pour acquérir voix aux discussions dans les assemblées générales. Système constructif (...et rentable) repoussé par les centrales syndicales françaises redoutant que leur « pouvoir central » ne soit mis en échec par des intérêts syndicaux dépolitisés. Comme la politique, le syndicalisme français partagé entre des vieilles barbes et des jeunes mal documentés ou menant des jeux partisans discrets, est en retard de quelques trains.

Les syndicalistes C.F.D.T. (dissidents de la C.F.D.C.), plus intransigeants que la C.G.T. (dirigée par un communiste qui est aussi membre du comité central du P.C.F.), cheminent sur la meilleure voie en insistant sur la participation syndicale à la vie de l'entreprise beaucoup plus que sur des avantages matériels immédiats. Cette vieille formule de « l'association capital-travail » raisonnée fut lancée, en France, par le journaliste feu Louis Forest ...en 1930. Rien n'a abouti en un tiers de siècle ! Rappelons que la « charte du travail » du gouvernement de Vichy eut des féroces contempteurs autant à gauche qu'à droite, chez les syndicalistes ouvriers politisés et chez les patrons. La « participation... » de l'époque rencontrera-t-elle un meilleur succès aujourd'hui ?

Le problème est plus délicat que ne le pensent ses relanceurs. « Participation » se traduit, pour la majeure partie des ouvriers d'une firme, *par participation aux bénéfices*. Et quand il y aura des pertes ? Comment la petite entreprise, qui emploie 50 ouvriers et joint les deux

bouts honorablement mais sans bénéfices exagérés, trouvera-t-elle des ouvriers si l'usine à milliers d'ouvriers distribue des participations financières intéressantes ? Tous les ouvriers de la Société Ricard sont depuis longtemps actionnaires par distributions gratuites annuelles de titres. Est-ce le bon système ? Car la discipline y est dure ! Nous aurons l'occasion d'y revenir en souhaitant que la perspective de moins gagner d'argent et de collaborer au contrôle des affaires n'incitent pas certains patrons — même jeunes — à transférer leurs capitaux en des pays qui laissent des libertés plus grandes aux capitalismes (il y a déjà beaucoup de capitaux français émigrés en Afrique du Sud et en Amérique du Sud ; quatre fois plus de capitaux français à l'étranger que de capitaux étrangers en France).

L'impôt sur le capital rampe sous une forme déguisée. Deviendra-t-il une « participation nationale ». Qu'est-ce qu'un capital ? Les doctrinaires ne sont pas d'accord. La propriété acquise par le travail personnel est-elle un capital ou une épargne ? Le corps de la prostituée est-il un capital ? Après avoir encouragé la co-propriété, l'appartement devient-il un capital ? Ces questions sont à multiplier à l'infini ! Près de 25 % des Français modestes, ouvriers et employés, possèdent une résidence secondaire, le plus souvent construite ou acquise en vue d'un toit pour la vieillesse ; ils y engouffrent leurs économies de toute une vie. Capital ? L'homme qui ne se sert pas de sa voiture pour son travail, est-il un capitaliste ? Les discussions ne sont pas terminées... Si elles le sont un jour.

Toutes idées inspirées d'un « justicialisme » qui prétend que nulle prospérité de l'argent n'est possible sans le travail humain. Ce qui autorise à comprendre un patronat décidé à éviter au maximum l'individu à revendications et à taxes diverses onéreuses, à le remplacer par le robot et l'ordinateur. Qui trouvera l'équilibre favorable à tout le monde ? Aucune lueur dans les discours éculés et vagues entendus pendant la dernière période électorale, les nationalisations automatiques ne donnant pas des résultats pratiques et financiers comparables à l'entreprise privée.

Il
jeune
qui
s'agit
par
par l
D'au
blém
rent
leurs
féren
balai
qui
au p
Fran
dans
Geor
la F
desh
que
éthiq
leurs
pour
mes
défer
régne
le po
cent
chois
le b
n'y
pour
ne c
joua
préf
nel.
Il
torat
(M.
Vi

Il y a des jeunes qui sont vieux et des vieux qui sont jeunes, des hommes qui connaissent l'homme et d'autres qui n'en ont qu'une idée théorique. Les gouvernements s'agitent souvent dans une tour d'ivoire mal renseignés par des préfets qui ne vont plus aux champs accablés par les rapports et les paperasses à fournir au ministère. D'autre part, les parlementaires absorbés par cent problèmes perdent le contact avec les réalités qui les aidèrent à se hisser au parlement. Les discussions des clubs, leurs cheveux coupés en quatre, leurs avantageuses « conférences de presse », autant de peaux de tambours et de balais de crin ! Des constatations ? François Mitterrand, qui se croyait déjà président de la république, distancé au premier tour, « son président du Conseil » Mendès-France, battu à Grenoble ; son bras droit, Hernu, battu dans l'Indre ; Lecanuet battu. A peine revenu en France, Georges Bidault recommanda de voter pour le centre et la F.G.D.S. : balayés ! Certains hommes ne peuvent se déshabituer de vieilles lunes, ils ne s'insèrent pas (parce que trop parvenus personnellement) dans la nouvelle éthique ; manque de psychologie, méconnaissance de leurs compatriotes. Manquant de documentation précise pour réfuter, abusant des généralités banales, des mêmes phrases creuses utilisées depuis le début du siècle, défendant davantage des situations personnelles que le règne d'une justice sociale, ils oublient qu'ils détiennent le pouvoir et ne firent rien. Alors, l'électeur devient réticent ! L'état de son porte-monnaie guide, à 90 %, son choix électoral, et il demeurera fixé les yeux fixés sur le baromètre de ses commodités personnelles. Personne n'y peut rien. Quand certains montent des barricades pour le geste, par idéal — peut-être désuet parce qu'ils ne connurent ni guerre mondiale, ni guerre civile et qu'ils jouaient encore aux billes pendant l'O.A.S. — d'autres préfèrent, dans l'isoloir, la défense du standing personnel.

Il ne faut donc pas chercher à comprendre l'électorat qu'il soit démocratique français ou britannique (M. Wilson en sait quelque chose).

Vingt-sept ministres gaullistes se présentèrent aux élec-

tions. Un seul battu, le seul venu des couches modestes, Yvon Morandat, ancien garçon de ferme qui a gravi les échelons sociaux dans le syndicalisme agricole ! Mais le professeur Capitant, démissionnaire de son parti, puis le réintégrant quand il décrocha un poste de ministre, fut réélu ! Chalandon, banquier d'affaires, élu ! Bloch-Dassault, industriel milliardaire, élu au premier tour ! Le mois précédent, grèves contre les « nantis », les « repus », les technocrates, le « totalitarisme gaulliste » et son manque de dialogue... Pourquoi essayer de philosopher sur la démocratie ?

La majorité massive de juin dernier n'a peut-être masqué qu'un désarroi profond des Français saisissant, en 1968, la seule bouée de sauvetage qui se présentait à eux, comme en 1940, ils s'accrochèrent à celle que leur offrait le maréchal Pétain ! La démocratie n'est peut-être que le choix du « moins mauvais provisoire » sans vues d'avenir. Quels sont les politiciens aptes à comprendre qu'il y a autre chose à forger que les loisirs (*business* pour affairistes à la page) dans une population qui ne croit plus à rien parce que l'on a systématiquement détruit les valeurs morales d'une génération pour mettre à leur place des personnages douteux ? Il y a des vides qui se remplissent mal, des falsifications qui se découvrent, des déconsidérations qui ne redorent pas, des confiances qui s'émoussent. Alors, la « base » s'organise elle-même, en dehors de ses propres chefs, arbitrairement certes, mais elle défend, elle aussi son porte-monnaie en apportant la démonstration qu'elle peut sans effort constituer un quatrième pouvoir devant lequel un gouvernement faible comme le pouvoir gaulliste se trouvera toujours embarrassé. Elle est sortie victorieuse de la première confrontation d'envergure. Sans « l'extrémisme » noir d'étudiants et de groupuscules animés par la violence, cette démonstration de révolution pacifique eût été remarquable et pleine d'enseignements pour les temps futurs. Il ne reste plus à ce syndicalisme responsable qu'à s'unifier, à pratiquer le respect de la liberté et à s'apolitiser en évitant de sombrer dans les futilités car il doit se méfier de lui-même. Dans la dernière semaine

de
une
coup
chèr
lieu
ordu
à ce
mité
liste
rais

Des
ils j
imp

L'
tres
s'est
avec
révo
repr
mas
pas
pas
entr
une
s'en
plus
ne j
de r
trat
Frai

(1
capi
moc
aug
joré
plu
ou r

de juin, un groupe de colleurs d'affiches se heurta à une équipe d'opinion contraire. Après un échange de coups, les cheminots alertèrent les syndicats qui déclenchèrent une grève partielle immédiate des trains de banlieue. Il est navrant que le syndicat ait obtempéré à cet ordre de la « base » primitive, les dirigeants sentent-ils à ce point le besoin de ménager les militants ? Pusillanimité là aussi ? Dans ces conditions, si, un jour, un gauliste fait cocu un adhérent de la C.G.T., il n'y a pas de raison que tous les trains de France ne s'arrêtent pas ! Des incidents de ce genre déconsidèrent le syndicalisme ; ils peuvent se reproduire ; une victoire du syndicalisme implique une certaine conscience sous peine de discrédit.

L'immense majorité syndicaliste qui s'est rendue maîtresse de la vie économique pendant plus d'un mois ne s'est pas montrée violente. Nous ne la confondons pas avec les groupes castro-maoïstes partisans de la « guerre révolutionnaire » ; cela ne signifie pas que, si un pouvoir reprenait ses distances méprisantes à l'égard de cette masse, les minorités agissantes d'hier ne deviendraient pas la majorité de demain. Les outils de travail n'ont pas été détruits ; en certains endroits, ils ont même été entretenus par les grévistes donc beaucoup nourrissaient une certaine nostalgie de leur travail, moyen de ne pas s'ennuyer. Les « mains sales » veulent toucher une part plus décente de la prospérité qu'elles engendrent. Nous ne pouvons leur donner tort. Si le pouvoir syndicaliste de mai-juin est compris de certains égoïsmes, sa démonstration aura été constructive pour l'avenir. Mais, en France, sait-on tirer la leçon des signes avertisseurs ?

Pierre FONTAINE.

(1) Cette grande presse a offert une illustration d'un capitalisme qui ne veut pas se résigner à des profits plus modestes. Le 1^{er} octobre 1967, le prix du journal était augmenté de 33 %. Le 1^{er} juin, le nouveau tarif fut majoré de 25 %. *Soit près de 70 % en moins d'un an.* Or, la plupart des journaux quotidiens sont des trusts de plus ou moins grande importance...

Charles Maurras et le Prix Nobel de la Paix

*A Jean Héritier qui fut pour beaucoup
dans ce qu'on va lire.*

Maurras, Prix Nobel de la Paix ? Ou, tout au moins, candidat valablement présenté par toute une élite mondiale qualifiée ? Et à qui il n'a tenu qu'à soi de courir sa chance jusqu'au bout ? Voilà qui, de nos jours, semble oublié et mérite d'être rappelé. Pour le grand étonnement de tous ceux qui se font, pour la commodité d'une optique paresseuse, des idées sommaires sur les grandes figures fussent-elles d'un proche passé mais que l'imposture s'est ingéninée à déformer jusqu'à la caricature. Ce fut le sort de celle de Maurras plus que toute autre, sauf peut-être celle d'Edouard Drumont. Aussi la moindre injure que l'ignorance puisse faire à sa mémoire consiste à l'évoquer comme celle d'un Ratapoil du chauvinisme va-t'en guerre.

Certes, le grand Martignais avait vécu ses premières années dans un pays meurtri, amputé par une défaite dont les âmes bien nées gardaient au cœur l'inguérissable blessure. Si la France, on le sait, fut pour lui une vivante déesse, on a pu dire que pour les Français d'alors l'idée de la Revanche fut la Reine de la France.

Mais le propos de ce grand esprit pour qui il n'était pas d'erreur qui put être généreuse était de ne céder en rien aux entraînements d'une passion irréfléchie fut-elle sacrée. Il lui advint ainsi de réagir contre ce que pouvait avoir d'excessif une certaine exaltation de nos héroïques revers. Ce « *gloria victis* » — riposte à l'exécration « *vae victis* » de l'éternelle barbarie — n'avait sa juste place que sur les cénotaphes de la silencieuse piété. A force d'être trop rescapée en tous lieux elle eût tourné à une délectation morose de la défaite. Et Maurras eût frémi à la pensée que les Français en pussent faire comme une devise ou un cri de guerre à la façon du « *viva la muerte* » des guérilleros. Car la vraie gloire va aux héros et principalement à leurs morts qu'ils aient été victorieux ou défaits. Non aux vaincus en tant que tels. Or Maurras, incomparable professeur d'énergie s'entendait à dépister ces pires formes du romantisme qui peuvent conduire, sous les oripeaux d'un patriotisme aberrant, au fatalisme des dés de fer jetés à l'aveuglette ou au vertige accepté des catastrophes. Pour lui toute guerre acceptée présupposait une certitude quasi mathématique de l'emporter. Ce qui postulait l'absolue nécessité pour la France — quatre fois envahie en un siècle depuis la Révolution — ou d'avoir la force de sa politique ou de faire la politique de sa force. D'où, la méfiance qu'il manifesta de tout temps contre les engagements internationaux susceptibles d'embringer un jour ou l'autre le pays dans des engrenages. L'Alliance Russe ne lui parut jamais un bienfait du Ciel. L'Entente Cordiale, il ne s'en fit point le thuriféraire. Puis, lorsque au lendemain de la guerre, le Président paranoïaque des Etats-Unis, aussitôt après désavoué par son propre pays, eut instauré sa sécurité collective garantie par sa Société des Nations et que sévit la Pactomanie Gènevoise, Maurras, inlassablement, s'employa à en contrecarrer les immanquables conséquences. Jusqu'au jour où, faute d'avoir dû se battre pour le Né-gus puis pour les Tchèques, les Français durent se battre et se faire battre pour Dantzig.

Nul plus que lui, peut-être, a haï la guerre. Cet homme en lequel on a voulu voir seulement le doctrinaire

d'un système de rigoureuse logique était intensément sensible aux nobles impulsions du cœur. Écoutons-le, à la veille de 1914, crier au pays que son insouciance du danger qui le menaçait lui vaudrait « *Cinq cent mille de ses enfants couchés nus et sanglants sur leur sol mal défendu* ». Nul alors ne prévoyait un holocauste de quatre années largement dépassées. La vision du prophète s'en avéra des deux tiers inférieure à la réalité. Tout au contraire de certaines têtes chaudes de l'immédiat après défaite, il n'eût jamais accepté que la Revanche fût payée d'un tel prix. Sensible au sacrifice de chacun de nos morts, son affliction ne cessait de croître au fur et à mesure que s'allongeait leur martyrologe. Il savait que la France perdait sur les champs de bataille les meilleurs de ses enfants, tous ces frères des Saint-Cyriens en gants blancs, tous ces éternels « volontaires pour les missions périlleuses » comme s'exprimaient volontiers les citations, tous ces paysans impassibles et tenaces en leurs tranchées de boue sous des feux d'enfer ! Et, parmi eux, combien l'« *Action Française* » ne comptait-elle pas de ses fidèles ? Tous les jours sa rubrique des « tombés au champ d'honneur » alignait des noms qui dépassaient souvent la vingtaine, sous l'exergue du refrain des Camelots du Roi « *Demain sur nos tombeaux, les Blés seront plus beaux !* ». Nécessaire, exaltant optimisme que celui-là en ces heures sacrificielles. Maurras, lui, ne savait que trop que tant de sang et tant de larmes ne seraient semences de radieuses moissons que lorsque la France aurait retrouvé la voie de ses destinées historiques. Son cœur fut constamment en deuil tout le temps que saigna la Patrie. Et l'on sait que ses yeux, imperceptiblement, s'embuaient de larmes chaque fois que lui parvenait la nouvelle qu'un de ces adolescents dont il avait suscité le lucide enthousiasme, cette vocation à l'Héroïsme, jonchait désormais de son corps de nouvelles catalauniques. Et nous songeons ici à Henri Lagrange, à René Péringuey, à Fernand d'Harmenon, à Gaston Villetard... A Jacques Lavoine dont le dernier mot avait été : « *J'ai fait ma part !* » A tant, à tant d'autres ! Toute sa vie restèrent présents à ses yeux les visages de

ceu

Pèr

B

son

il e

ras

— s

com

gust

exou

mor

El

cont

ces

enge

bien

de l

vérit

don

gagn

guer

ni e

vain

proc

séqu

à en

bien

toute

celui

tiel c

comr

ne c

de la

fianc

risqu

nissa

ceux-là dont il avait été, plus encore que le Maître, le Père Séraphique.

Bien que sa vie ait été, dans la solidarité intacte de son Présent et de son Passé, d'une exceptionnelle unité, il est possible d'y discerner des périodes. Ainsi le Maurras de l'après guerre — de l'entre deux guerres, hélas ! — se savait l'exécuteur testamentaire de ces purs héros et, comme tel, chargé de la responsabilité, lourdement auguste, d'un garde flamme. En faisant l'impossible pour exorciser la guerre, il se faisait le porte-parole de ses morts, de tous les morts.



Eh oui ! ce nationaliste, de tout temps si fort braqué contre le Germanisme, était avant 1914 aux antipodes de ces pacifistes qu'on appelait « bélants » et dont la sottise engéance, celle qui ouvre la porte aux invasions, a si bien proliféré. Pour lui, le « *si vis pacem para bellum* » de l'antique sagesse n'avait rien perdu de son éternelle vérité. Il ne savait que trop que la Paix n'est point un don gratuit de la Providence mais l'inestimable bienfait gagné au prix d'une perpétuelle vigilance. Et aussi qu'une guerre imposée ne pouvait être ni fraîche ni joyeuse, ni en rien comparable à ces compétitions du sport où vainqueurs et vaincus se flattent qu'ils feront mieux au prochain match. Pour lui, tout homme d'Etat était intrinséquement un criminel qui, sauf l'inévitable, se résignait à en accepter le risque hors de la conviction que, tout bien pesé, les forces bandées à fond du pays gardaient toutes les chances de l'emporter. Criminel pareillement celui qui céderait à la tentation de surestimer le potentiel ou la constance dans l'épreuve de ses alliés. Dès lors comment le doctrinaire de ce Nationalisme Intégral qui ne concevait sa clé de voûte que dans la Restauration de la Dynastie Capétienne — comment eût-il pu faire confiance pour mener à bien une politique comportant un risque de guerre à la « Femme sans tête ». Ainsi définissait-il, dans une apostrophe célèbre à un chat fourré

de Cour de Justice, toute République authentiquement telle. Il faut avoir beaucoup de mauvaise foi et d'insondable ignorance pour camper la caricature d'un Maurras poussant en 1914 à la roue du char de Jagernaüt. Ainsi ce Vilain qui trucidait alors Jean Jaurès au café du Croissant et qu'on prétendit, tout un temps, avoir été téléguidé « par ses haineuses excitations » était en réalité un exalté fluctuant du Sillon de Marc Sangnier à cette Ligue des Jeunes Amis de l'Alsace-Lorraine qui n'avait absolument rien à voir avec les Camelots du Roi ou les étudiants d'Action Française.

Et, déjà, le slogan dont cet esprit inflexible en les grands linéaments de sa pensée se fit le promoteur en 1940, « *la France, la France Seule* » était comme en filigrane dans les numéros de l'*Action Française* du premier Avant Guerre. Sublime raccourci que celui-là et qui veut dire — et rien d'autre — que la France doit être le constant et plus haut souci de nos pensées et de nos actes. N'empêche que les habituels ilotes qui s'acharnent à défigurer sa pensée n'ont pas manqué d'interpréter cette vérité de cristal comme l'appel à l'isolement de la France dans le vaste monde. Une mystique de la porte close à tous les souffles du large.

Un sonnet, bien souvent est plus lourd de sens dans sa cadence ciselée que la prose la mieux explicite. Nous songeons ici à celui que ce très pur poète que fut Fagus donna au *Nouveau Mercure* pour le numéro spécial que nous consacrámes en 1923 à Maurras à l'occasion de sa première candidature à l'Académie Française. Il s'agissait d'une Epitaphe pour le Tombeau du Maître. Genre assurément d'un classicisme archaïque que celui-là mais qui a ses lettres de haute noblesse. N'empêche que de nos jours, où toute allusion à l'éphémère de notre destinée passe quasiment pour incongrue, pareil hommage semble légèrement déplacé lorsqu'il n'est point posthume. Mais aux yeux de Fagus, Maurras était entré vivant dans la vraie Immortalité. Il lui donne donc la parole en purs alexandrins, le fait dans les deux quatrains, survoler l'essentiel de son œuvre pour conclure en ces deux tercets :

*Tel mon contemporain le bon poète Aeschyle,
Je tairai tout cela. Et sur le monument
Qui me résumera sur un mur de ma ville
Il me plairait que l'on gravat tout simplement,
Sans la palme qu'on voit le mois d'après flétrie :
Ci-gît Charles Maurras. Il servit sa patrie.*

Il servit sa patrie « *Patriam suam servavit* ». Telle eût pu être la devise dont, jadis, un Roi reconnaissant eût décoré le blason accordé à un tel serviteur de son Etat. D'un Etat qui, alors, n'était pas notre Monstre Froid.

Il la servit tout le temps de l'entre deux guerres avec la même imperturbable lucidité. Le Traité de Versailles, dans lequel les Allemands ne pouvaient voir qu'un Diktat voué à leur éternelle contestation, postulait l'unité permanente et paradoxale d'Alliés dont le conglomerat déjà se lézardait. Traité, on l'a dit, trop rigoureux pour ce qu'il avait d'accommodant et trop accommodant pour ce qu'il avait de rigoureux. Il était inévitable que l'Allemagne vaincue, puis convalescente, puis entrée de plain-pied dans la voie de son relèvement et de sa force accrue posât à ses vainqueurs d'hier les plus redoutables problèmes. C'est en vain que les Alliés avaient prétendu condamner l'Allemagne à la République. La façade de la Wermarienne ne pouvait que craquer sous la poussée d'un peuple congénitalement imperméable à un idéologie imposée. Dès 1920 le déferlement futur de l'hitlérisme était dans la nature des choses. Et nul fakir — Briand ou un autre — eût pu faire du fameux esprit de Locarno autre chose qu'un ectoplasme. Maurras mena la vie dure aux tenants de telles chimères, multipliant, à l'extrême limite du possible, les mises en garde contre les abandons en chaînes de nos garanties. Mais le temps inexorable poursuivait son œuvre et contre nous. Or nous n'étions nullement prêts — dès la réoccupation de la Rhénanie au mépris formel du Traité de Versailles et surtout après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de Front Populaire — à affronter la perspective d'une guerre avec nos voisins de l'Est. La protection de la Ligne Maginot était illusoire du fait, on ne le vit que trop,

qu'elle ne couvrait pas nos frontières du Nord. Notre armée, même flanquée d'un appoint britannique ne faisait pas même de très loin, le poids avec la Reichwehr surarmée et surentraînée. Or, asphyxiée par les nuées d'une prétendue Sécurité Collective, la France s'était laissée amputer de sa liberté de mouvement et de décision de par des traités négociés, par des hommes d'Etat improvisés, dans l'indifférence de l'opinion et ratifiés par un Parlement somnolent. Tant et si bien qu'elle se trouva un beau jour en état de guerre et sans que celui-ci eût été appelé à en décider.



Quelques années auparavant le jeu de nos engagements internationaux nous avait entraînés dans une situation qui portait déjà en germe toutes les conditions d'une conflagration générale. L'axe Berlin-Rome en avait été la conséquence, alors que rien, bien au contraire, ne permettait auparavant d'envisager pareil accord entre le Führer et la Duce. A telle enseigne qu'au lendemain de l'assassinat du chancelier Dollfus et, alors que l'Anschluss paraissait imminent, l'Italie en mobilisant sur le Brenner avait barré la route à l'invasion de l'Autriche. Or, quelques années après, Hitler, tranquillement, mena à bien son affaire. Que s'était-il donc passé qui modifiait à ce point l'échiquier ?

Tout simplement que la France, puissance alors coloniale s'il en fut, s'était vue dans l'obligation de s'opposer à l'expansion coloniale de l'Italie, expansion qui n'était pourtant en rien contraire à ses intérêts. Au service éclatant rendu par Mussolini exorcisant l'Anschluss elle répondait par une brimade insultante. Parce que, de par le jeu de ses engagements internationaux, elle était contrainte à s'associer aux sanctions économiques votées par la Société des Nations contre l'Italie coupable d'avoir envahi l'Ethiopie. Le Duce en fut à ce point ulcéré qu'à des Français dont il connaissait l'attachement de toujours à la cause de l'amitié franco-italienne et qui arguaient de l'obligation dans laquelle la France s'était

trouvée entraînée, à son corps défendant, il répondit avec une fermeté teintée de mélancolie « J'ai compris qu'il n'y avait rien à faire avec la France ». Dès lors, l'alliance des deux dictateurs étant virtuellement scellée, la guerre et la paix était, comme eût dit Montaigne, en état de branloire pérenne. Entre cette affaire des sanctions et l'entrée en guerre en 1939 de la France et de l'Angleterre volant au secours de la Pologne, un délai de quelque quatre ans s'est écoulé pendant lequel il était possible de s'employer à conjurer le péril grandissant de la guerre avant qu'elle ne devint inéluctable.

C'est ce à quoi Maurras s'efforça. Et lui seul au point où il fit.

Les sanctions contre l'Italie étant d'ordre strictement économique, Pierre Laval les appliquait très au ralenti. Ce dont s'indignèrent cent quarante députés de la gauche et de l'extrême-gauche qui, décidant qu'une telle attitude confinait à la complicité, il convenait d'appliquer à l'agresseur des sanctions renforcées et véritablement paralysantes de son potentiel. Or, il n'était pas honnêtement niable que l'Italie fasciste était prête au pire plutôt que de perdre la face. Prétendre l'acculer à la résipiscence sans catastrophe était démente pure. Sur quoi Maurras, adressa, en première page de *l'Action Française* un avertissement à ces boutefeux. Nous allons le résumer à la façon dont les anciens faisaient parler les héros. « Pensez, Messieurs, leur dit-il, en substance *au couteau de cuisine dont s'arma Charlotte Corday pour trancher l'affreux Marat. Votre folle démarche fait de vous les otages de la Paix. En suscitant la guerre vous en subissez immédiatement les conséquences. Quelles que soient les mesures que vous prendriez alors pour nous réduire à l'impuissance, il resterait toujours en France assez de camelots du Roi et de couteaux de cuisine* ».

L'avertissement porta. Mais s'il fut demeuré sans sanctions judiciaires un précédent eût été créé que le Régime ne pouvait tolérer. Or il apparut malaisément pénalisable. Menaces sous condition ? Juridiquement non. La condition pour être constitutive du délit doit être intéressée ou immorale. Rien ici qui relevât du chantage.

Toute accusation on le sait, est soutenable dans une certaine marge d'élasticité des textes. Ici, elle eût prêté le flanc à trop d'embarrassantes ripostes. Le plus simple était de figner un article du code applicable à ce cas spécial. Ainsi fut possible la condamnation de Maurras à une peine de onze mois de prison ferme. Moyennant quoi il fut appréhendé, Léon Blum étant président du Conseil et conduit à la Santé le 29 octobre 1936. Il devait y demeurer deux cent cinquante jours. Tout le temps de son incarcération *l'Action Française* publia son article quotidien sous la signature transparente de Pellisson. Le pseudonyme était, en effet, de circonstance. Le futur historiographe du Roi Soleil avait été jeté, pour avoir pris la défense de Fouquet, dans un cachot de la Bastille cinq ans, moyennant quoi il accéda à la célébrité anecdotique pour y avoir apprivoisé une araignée.

Maurras, en sa cellule, avait donc toute licence et d'écrire et de communiquer avec l'extérieur. Et ceci non du fait d'une certaine mansuétude du Pouvoir. C'est qu'il existait alors un régime politique dans les prisons qui ne fut supprimé qu'en 1939 par Edouard Daladier. Mais, surtout, la liberté de pensée et celle inséparable d'écrire étaient alors sacro-saintes. Enfin, l'opinion publique était une force à ne pas cabrer impunément.

Ce fut en ces années-là que le Maître vécut un des plus hauts sommets de son existence. L'homme d'action s'était montré égal à l'homme de pensée. Et voici un sonnet signé Clarence et destiné aux cahiers *Chrétienté-Occident*. Il nous semble mettre comme il sied l'accent sur un incroyable défi voulu par le destin.

*Sur les crânes emplis de sanie et de vent
Que hantaient les démons des fièvres assassines
Soudain se balança le couteau de cuisine,
Beau fer, d'un deuil inoui la France préservant.*

*Maurras, tant de bienfaits encor parachevant,
Signifiait aux tenants de la guerre abyssine
De tôt désamorcer leur fusante machine
S'ils se voulaient garder du nombre des vivants.*

*Les sept. vingt dont il mit le troupeau vil en fuite
Ont forgé tout exprès des lois pour sa poursuite,
Un juge a pris sur lui le soin de les venger.*

*Lors, symbole incarné à nos morts étranger
L'homme Fleur florissant de tranquille insolence
Mit en prison l'Honneur et l'Espoir de la France.*

C'est ainsi qu'il apparut à d'aucuns que Maurras s'était acquis des titres éminents à l'obtention du Prix Nobel de la Paix.

L'idée, on va le voir, allait bellement germer.

Mais *quid* exactement du nordique laurier ?



Le Prix Nobel de la Paix on le sait, porte le nom de son fondateur, le chimiste suédois qui, à la fin du siècle dernier inventa la dynamite. On n'ignore pas non plus qu'il s'agit là, — à l'encontre des prix de chez nous rarnis en peaux de chagrin — de très substantiels magots. Tout le reste est assez flou, aux yeux mêmes du public cultivé. Quelques précisions ne seront donc pas ici superflues.

Lorsque Alfred Nobel mourut en 1896 à San Remo âgé de soixante-trois ans, il laissait une fortune considérable que lui avait value les royalties de ses brevets d'invention. La principale tenait au fait qu'en ajoutant du silice amorphe à une nitroglycérine pratiquement inmaniable (voyez « *le Salaire de la Peur* ») il avait donné naissance au terrible explosif qui devait, et dans ses dérivés, modifier toutes les données de la balistique. Ce dont on estima devoir faire grief à sa mémoire lorsqu'on sut qu'ayant consacré dans son testament la majeure partie de son patrimoine à la fondation de cinq prix qui porteraient son nom, l'un d'entre eux devrait être attribué au plus authentique apôtre de la Paix. Ce n'était plus, plaisantation, au pompier incendiaire mais à l'incendiaire volant aux pompes qu'on avait affaire. Jugement sommaire que celui-là. Comme tout Scandinave qui se respecte Alfred

Nobel avait le Pacifisme chevillé au cœur. Ses recherches il les avait entreprises à des fins industrielles. Or le progrès fut-il le pire ne s'arrête pas. Autrement la mémoire de Gutenberg serait accablée sous le poids — le papier supportant tout — de tant d'obscénités aberrantes, de tant d'idéologies meurtrières qui, sans lui, eussent été tout juste couchées sur parchemin.

Suédois, Nobel s'en remit pour l'attribution de ses prix de littérature, de physique, de chimie et de médecine aux Académies qualifiées de son pays. Mais la Norvège étant alors unie à la Suède par le lien purement dynastique de l'Union Personnelle — ceci depuis le Traité de Vienne et jusqu'en 1906 — il eût rougi de n'avoir pas un geste en faveur de la Nation sœur. C'est donc au Storting, le Parlement Norvégien, qu'il confia l'attribution du Prix Nobel de la Paix. Les choses demeurèrent en l'état lorsque la Norvège se fut séparée de la Suède. Décision qui, soit dit en passant, lui valut de connaître en 1940 l'invasion allemande.

Les stipulations du testament d'Alfred Nobel précisaient que le Prix de la Paix devrait être décerné à la personne ayant le mieux servi la cause de la fraternité entre les peuples, le plus efficacement aidé à la diminution des armements, le mieux favorisé l'extension des congrès internationaux de la Paix. Lesquels ordres de mérite n'étant pas obligatoirement cumulatifs. Leur mention n'a ici de valeur qu'indicative. Autrement comment la commission compétente du Storting aurait-elle pu couronner le pasteur Luther Martin King et aussi bien d'autres ?

Aussi bien ce jury-là est, de longtemps, ce qu'on peut appeler « engagé » au sens unique et actuel du terme. Ceci avec beaucoup d'ingénuité dans un candide idéalisme. C'est en dehors de tout sectarisme qu'il lui arrive de couronner de purs partisans qui, eux, ne craignent pas de tirer gloire de leur sectarisme. Parfois, sa bonne volonté ne laisse pas que d'être touchante. A telle enseigne qu'un membre du Storting norvégien à qui un ami français expliquait toute la genèse de l'affaire ayant abouti à l'emprisonnement de Maurras tint à écouter gravement. Puis il resta un instant silencieux avant que de question-

ner : « *Et vous dites bien que ce monsieur est membre de l'Académie Française ?* » Sur l'affirmative il proféra non sans quelque hésitation toutefois. « *Et bien il me semble que M. Charles Maurras pourrait faire un bon Prix Nobel de la Paix* ». Une hirondelle, certes, ne fait pas le printemps. Mais, désir de ne pas contrarier ou simple boutade au fumoir le propos rapporté de source directe et sûre devait nous donner comme on dit de nos jours le feu vert. Nous fonçâmes.



La Ligue Universelle pour la Réforme de la Société des Nations à la présidence de laquelle nous avons été appelé allait être le support de toute l'affaire. Organisme en quelque sorte para-diplomatique créé, dans la foulée du vieux « Bureau Politique International » (B.P.I.) de l'Internationale Contre Révolutionnaire, au plein de la campagne contre les sanctions — organisant par exemple le 8 avril 1936 une journée mondiale de réunions de protestation — il avait son siège à Bruxelles. Ses organes attitrés y étaient l'hebdomadaire *la Voix des Nations* et les cahiers « *Chrétienté-Occident* » du mouvement du même nom. Lequel avait pour animateurs Jacques Ploncard d'Assac qui devait de nos jours se faire avec éclat un des plus authentiques mainteneurs de la pensée maurrassienne. Et Maurice Destrebecq, notre collègue à l'Institut International d'Anthropologie et dont l'audience était grande parmi ses anciens condisciples de l'Université de Louvain.

Ladite Ligue se situait idéologiquement en marge, très en marge mais pourtant dans une parallèle certaine de *l'Action Française* laquelle, — faveur insigne quand on sait l'extrême réserve maurrassienne touchant le supranational — accueillait volontiers dans ses colonnes les comptes rendus de ses congrès et les ordres du jour de ses manifestations. Sa très particulière originalité restait qu'elle avait été et restait la seule organisation à porter la lutte sur les terrains mêmes dont les coryphées de l'Humanitarisme à sens unique et les spécialistes des ap-

pels à la Conscience Universelle avaient fait leurs chasses gardées. Concurrence inattendue et qui ne laissait pas que de les déconcerter ! Multipliant ainsi les initiatives spectaculaires ou confidentiellement efficaces la Ligue Universelle pour la Réforme de la Société des Nations s'était assuré des concours nombreux et agissants de par le vaste monde. Elle allait les mobiliser au maximum en la circonstance.

Or le règlement organique élaboré par le Storting prévoyait que les candidatures au Prix Nobel de la Paix pourraient être présentées par des pétitions émanant soit des anciens lauréats, soit des membres des Parlements, soit des membres des enseignements supérieurs. Il apparut dès l'abord qu'il serait facile d'obtenir les adhésions de nombreux parlementaires de tous pays. Le marquis Xavier de Magallon ancien député de l'Hérault était très à même d'obtenir les adhésions de beaucoup de ses anciens collègues et amis. Ce très beau poète qui fut un des ténors de l'éloquence de l'entre deux guerres avait été un des dirigeants des mouvements dont était issue la Ligue Universelle dont il était apparu dans de nombreuses réunions l'orateur le plus écouté. Or, il estima que la candidature de Maurras revêtirait davantage un caractère de sereine autorité si elle émanait des seuls milieux universitaires. Son avis prévalut. Entre temps la lettre suivante adressée, sous notre signature, au Président de la Commission du Storting avait été publiée dans la *Voix des Nations* du 1^{er} mars 1936.

Monsieur le Président,

S'autorisant de nombreux précédents, le Comité de Rédaction de la *Voix des Nations* a l'honneur de signaler au bienveillant examen de la Commission du Storting chargée de l'attribution du Prix Nobel de la Paix les titres éminents de M. Charles Maurras à l'obtention de cette haute récompense.

Bien que nous n'ignorions point que tels ou tels candidats peuvent faire valoir leur longue collaboration à des organismes qui revendiquent le monopole du Pacifisme doctrinal, nous avons cependant la conviction pro-

fonde et motivée qu'aucun d'entre eux n'a davantage que M. Maurras servi pratiquement la cause de la Paix.

L'Histoire impartiale reconnaîtra un jour que c'est son magnifique effort quotidien des six derniers mois qui, en avertissant le peuple français de l'immense danger d'une guerre fratricide et sacrilège a brisé net les intrigues du bellicisme genevois prêt à mettre le feu au monde pour le seul intérêt d'un sordide despotisme africain.

Si la Commission compétente, insuffisamment avertie des événements de France ou induite en erreur par des informations tendancieuses estimait que la présente suggestion ne pourrait être prise en considération qu'au cas où elle serait appuyée par une pétition, il n'est pas de doute que le nom du directeur de l'« *Action Française* » réunirait parmi les élites intellectuelles et laborieuses, tant en France qu'à l'étranger, d'innombrables signatures.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les expressions de notre haute considération.

Moins de dix semaines après, le quotidien de Bruxelles la « *Nation Belge* » dont l'audience était grande dans toute l'Europe publiait un important compte rendu de la conférence de presse organisée le 7 mai 1936 par le groupe bruxellois « *Chrétienté-Occident* » et au cours de laquelle le professeur Fernand Desonay, de l'Université de Liège annonça la fondation, sous sa présidence, d'un Comité Interuniversitaire pour le Prix Nobel de la Paix à Charles Maurras. Compte rendu concluant en ces termes : « *La réunion qui rassemblait un nombreux auditoire s'acheva sur une vibrante ovation à Maurras, défenseur de la Paix* ».

Au cours de cette réunion la déclaration suivante avait été remise aux journalistes présents :

Les soussignés, professeurs de l'Enseignement Supérieur, se sont mis d'accord, conformément au règlement organique du Prix Nobel de la Paix, pour présenter à cette haute récompense la candidature de M. Charles Maurras.

Ils demandent à leurs collègues, sans distinction de nationalité, de langue ou de religion, de s'associer à cet hommage à l'égard d'un maître de la pensée contempo-

raine et qui paie actuellement de sa liberté sa courageuse intervention en faveur de la Paix de la France et du Monde.

Le Président du Comité Interuniversitaire d'Initiative M. le Professeur Fernand Desonay, de l'Université de Liège.

MM. les Professeurs François Bossowski (de l'Université de Wilno), Jean Brucchesi (de l'Université de Montréal), F.-Y. Eccles (de l'Université de Londres), le colonel Gilly (de l'Université Coloniale d'Anvers), Professeur Zoziakowski recteur de l'Université de Wilno. Le secrétaire administratif : Armand Bernadini-Sjæstedt, de l'Institut International d'Anthropologie.

Et tout de suite nous parvinrent trois adhésions chaleureuses et d'une qualité singulière. Celle de George Claude, membre de l'Institut dont le nom restera comme celui d'une des gloires les plus authentiques de la Science Française. Et puis, ce qui était non moins capital, celles de deux prix Nobel, l'un de chimie, le professeur Sabatier de l'Université de Toulouse, l'autre de physique, M. Guillaume de l'Université de Neuchâtel. Dès lors le train était, comme on dit, bien sur les rails.

C'est ainsi que le 9 octobre 1937, anniversaire de l'incarcération de son directeur, l'Action Française était en mesure de publier sur toute une colonne, et en petits caractères la listes des premiers adhérents au *Comité Interuniversitaire pour le Prix Nobel de la Paix à Charles Maurras*. On y trouvait les noms de recteurs d'universités, de doyens, des membres de l'Académie Française et des diverses Académies de nombreux pays, tous professeurs d'enseignement supérieur. Quarante universités et seize pays étaient représentés dans cet impressionnant palmarès. La France l'était par trente-trois adhésions, la Roumanie alignait ensuite vingt-trois professeurs de ses trois universités. Et, fait hautement significatif, cinq professeurs de la Loyola University, celle à Chicago de la Compagnie de Jésus, n'avaient pas craint de donner leurs noms alors que les mesures prises par Rome contre « l'Action Française » n'étaient pas encore levées !

De très nombreuses adhésions provenant de docteurs en médecine, en droit ou ès lettres, voire d'agrégés d'académie ne purent être enregistrées du fait que leurs signataires non membres des enseignements n'étaient pas réglementairement qualifiés. S'il en avait été autrement c'est par milliers qu'elles eussent déferlé. Le projet donc dut être envisagé d'une pétition de soutien à la pétition de présentation. Seul le cours qu'allaient prendre les événements empêcha qu'il prit corps.

Au reste, les cent vingt-sept noms de titulaires de chaires de facultés dont *Chrétienté-Occident* publia la liste, représentaient un hommage universel à Charles Maurras et d'une telle ampleur que ses adversaires en demeurèrent pantois. Et, lorsqu'il se désista de sa candidature pour les hautes raisons et dans les conditions qu'on va voir, la cent quarantième adhésion venait d'être enregistrée. Admirable coïncidence et belle réponse aux cent quarante boutefeux dont l'aberration avait été à l'origine et de l'incarcération du Maître et de l'éclatant hommage qui lui était rendu.

Sur quoi éclata la très grave crise internationale et à laquelle les accords de Munich apportèrent très provisoirement une apparente solution. Chamberlain et Daladier avaient dû lâcher le maximum de lest parce que ni l'Angleterre ni la France n'étaient en état de faire face à une guerre qui eût été autrement inévitable. En s'aliénant à jamais l'Italie, les deux pays avaient laissé le champ libre à Adolf Hitler. Mais qu'elle allait être en l'occurrence la position de Charles Maurras ?

Elle fut ce qu'elle ne pouvait pas ne pas être : éviter avant tout une guerre qu'il savait perdue d'avance. Nulle complaisance de sa part n'intervint en faveur d'un National-Socialisme, à substrat pour lui de barbarie pure. Nulle prévention non plus envers l'hybride Tchécoslovaquie née de ce démembrement de la Double Monarchie qu'il estimait avoir été la pire erreur politique. Seul comptait pour lui le fait de l'écrasante supériorité du potentiel militaire de l'Allemagne. Ce en quoi sa lucidité s'accordait avec la profonde intuition de notre opinion publique. D'où l'enthousiasme délirant de la foule accou-

rue à Orly pour acclamer à sa descente d'avion Edouard Daladier revenant de Munich.

Que devenait dans ces conditions la candidature de Charles Maurras ? L'affaire des sanctions était chose dépassée. Et cette fois c'était le premier britannique Sir Neville Chamberlain qui avait joué le rôle capital dans une négociation qui pour l'instant sauvegardait la paix. Maurras estima donc devoir se retirer en sa faveur. Ce qu'il fit savoir en tête d'un de ses articles quotidiens. Mais les événements allaient si bien se précipiter qu'il ne serait plus question de longtemps à Oslo de décerner de prix Nobel de la paix à qui que ce fut.

Ceci dit, est-on sûr que le geste désintéressé de Maurras aurait été, en soi, platonique ? Il est possible, très possible que, sa candidature maintenue dans la paix sauvegardée, il eût frôlé de près le Prix Nobel de la Paix. Auquel cas, et fort de nouveaux services rendus à la paix du Monde, il eût imperturbablement, quelques années plus tard, laissé reposer sa candidature de l'exacte façon dont après un premier échec, en 1923, à l'Académie Française, il lui avait été donné d'y être élu bien plus tard.

Mais peut-être vaut-il mieux que son front n'ait pas été couronné à Oslo d'un laurier qui depuis fut si fort galvaudé. Comme il fut bon aussi que son épée d'académicien ait été brisée par l'effort conjugué de l'imposture et de la lâcheté. Car il était de ceux que nulle consécration officielle ne saurait honorer de ses hochets mais qui les rehaussent au contraire dès qu'ils daignent les accepter. Voyez tel poète, mâcheur de rythmes abscons, mais grand amateur de bicornes d'ambassadeur et d'académicien, de grands cordons et des riches prébendes de conseils d'administration. Oui, celui qui suant le fiel et la bile recuite, resta vissé à son fauteuil quand l'Académie Française tout entière se levait pour un hommage posthume à la mémoire de Maurras. Où donc était alors et pour l'éternité la vraie grandeur et la vraie gloire ?

Armand BERNARDINI-SJØESTEDT.

La Chronique de Pierre Hofstetter

PAUVRETE, POLITIQUE ET GANGSTERISME

« Durant le long été chaud de 1967, rappelle Gary Allen dans « American Opinion », un total de 110 villes américaines ont été victimes de sévères désordres, de pillage, d'insurrection civile. Dans l'espace des trois dernières années, pareilles opérations de guérilla dans les villes américaines ont causé la mort de 130 personnes ; 1.897 autres furent blessées ; il y a eu 16.389 arrestations sur le théâtre de ces holocaustes, et le coût des dommages causés approche d'un milliard de dollars ».

Or, le bilan pour l'année en cours, lorsqu'on l'établira, risque d'être plus terrible encore. « U.S. News & World Report », dans son édition du 15 juillet, signale que durant les six premiers mois de 1968, 131 villes américaines ont déjà été victimes de violences et de désordres divers. Résultat : 46 morts et 3.500 blessés.

« Beaucoup de raisons ont été avancées pour expliquer cette guérilla continue dans nos villes, poursuit Gary Allen. Des commissions ont été nommées, des savants ont pontifié, des politiciens ont spéculé. On nous demande maintenant de croire que ce qui est arrivé à Watts et Newark, Détroit et Chicago, Milwaukee et Kansas City, Nashville et Boston — et dans plus d'une centaine de villes américaines l'année dernière — est un produit de la terrible pauvreté en Amérique ».

L'argument est habile, il sert admirablement à une certaine propagande anti-américaine systématique, mais il est faux, et Gary Allen n'a nulle peine à le démontrer :

« Or, nous constatons que notre pays jouit actuellement d'un boom sur le marché du travail, avec le taux de l'emploi à son point le plus élevé. Nous constatons aussi que de telles émeutes, répétées et massives, ne se sont jamais auparavant produites dans notre pays — même au plus dur de la grande dépression. Notre président nous dit que l'économie n'a jamais été aussi productive ; nous regardons autour de nous et nous voyons qu'il en est ainsi. Où est la pauvreté sans précédent pour provoquer ces désordres civils sans précédent ? »

En effet, où est-elle ?

L'assassinat de l'activiste noir Martin Luther King, pasteur de son état, à Memphis, déclencha, on s'en souvient, une série de désordres (incendies et pillages). A Washington, la capitale fédérale, qui a un maire nègre, et dont la population est en majorité noire (plus de 57 %), les pillards nègres étaient déchaînés. Or, une dépêche Associated Press du 12 avril rapportait : « Les autorités ont révélé qu'un certain nombre de personnes arrêtées peuvent être considérées comme de bons « éléments ». La plus grande partie d'entre eux travaillent. Un bon nombre ont de bons emplois. « Nous pensons que cela signifie qu'un tas de gens qui, habituellement, ne commettent pas de délits se trouvaient parmi ceux qui sortaient les marchandises des boutiques ».

Et encore : « A Pittsburg, dimanche dernier, où des Noirs bien habillés et joyeux ont fait irruption dans les magasins, on a vu un homme arriver tardivement dans un supermarché où il ne restait qu'un énorme moulin à café. Il l'a emporté et a déclaré à un ami : « Je ne sais pas ce que je vais en faire, mais l'occasion ne se reproduira peut-être pas ».

A Washington, deux Noirs cossus eurent moins de chance. Ils se firent prendre alors qu'ils rencontraient de la difficulté à faire entrer dans leur Volkswagen modèle sport un énorme radio-phono « Hi-Fi » volé dans un magasin.

Le «
la « p
dres,
49 ava
plômes
qu'il n
Tous
une fo
troit. «
pris un
rale ».
urbain
subven
me Ne
l'an de
tes. Des
Par des
Nulle
Bulletin
Centre
revenu
est de
possède
est de 4
à leur t
de famil
est plus
ble. Il y
est à l'
sociale e
Et Sta
depuis u
me, et q
dollars à
30, la p
section
penses «
les statis
la crimin
fois celle

Le « Washington Post », journal « libéral », analysant la « personnalité » de 119 adultes arrêtés lors des désordres, puis mis en liberté sous caution, remarqua que 49 avaient été à l'école jusqu'à 16 ans, 27 avaient des diplômes universitaires et 11 des diplômes secondaires, et qu'il n'y avait parmi eux que 13 chômeurs.

Tous ces « cas » ne sont nullement isolés. Il en existe une foule d'autres. Prenons par exemple l'affaire de Détroit. « Aucune ville, pouvait écrire « Times », n'a entrepris une guerre contre la pauvreté aussi massive et générale ». Depuis 1960, la ville a reçu du « Renouvellement urbain » plus de 100 millions de dollars à titre d'aide et subventions. Or, Détroit, ville de climat « libéral », comme Newark d'ailleurs (autre « victime » de 1967) a été l'an dernier le théâtre de scandaleuses et terribles émeutes. Des quartiers entiers furent mis à sac ou incendiés. Par des « pauvres » en furie ?

Nullement. M. Stanton Evans, dans « National Review Bulletin », a noté : « Selon une enquête réalisée par le Centre d'études urbaines de l'Université du Michigan, le revenu moyen dans la région de Détroit où éclata l'émeute est de 6.200 dollars par an. La proportion de ceux qui possèdent une maison ou sont en train d'en acheter une est de 40 %. La proportion des familles ayant un homme à leur tête est de 76,7 %. Le niveau d'éducation des chefs de famille — 45 % avec diplôme secondaire, ou mieux — est plus élevé que la moyenne de la ville dans son ensemble. Il y a donc peu qui puisse suggérer que la pauvreté est à l'origine des émeutes de Détroit ou qu'une aide sociale eût pu les prévenir ».

Et Stanton Evans de remarquer : « On nous affirme depuis un certain temps que la pauvreté provoque le crime, et que la façon d'arrêter le crime est de remettre des dollars à l'assistance sociale. Depuis le milieu des années 30, la prospérité générale aux Etats-Unis, pour chaque section de la population est montée en flèche. Les dépenses « sociales » ont aussi énormément augmenté. Or, les statistiques du F.B.I. montrent que l'augmentation de la criminalité est aujourd'hui, proportionnellement, sept fois celle du développement de la population ».

Entre 1960 et 1966, la criminalité aux Etats-Unis s'est accrue de 62 % (les statistiques provisoires pour les neuf premiers mois de 1967 indiquent déjà une nouvelle augmentation de 16 %). Autrement dit, c'est durant les années des administrations Kennedy-Johnson et Johnson-Humphrey que la criminalité s'est pareillement développée. C'est aussi durant ces années que l'Amérique s'est dangereusement approchée d'une guerre civile entre races. Parti de la guerre sur le plan international (guerres de 1914, de 1939, de Corée, du Vietnam, etc.), le parti démocrate, dominé par un clique cosmopolite et socialisante, est vraiment le parti du désordre à l'intérieur.

Dans une étude d' « American Opinion » sur les personnages « non élus » qui dirigent le gouvernement, Gary Allen écrit : « Cette montée en flèche de la criminalité est la preuve irréfutable que l'attitude tolérante à l'égard des violateurs des lois encouragée par les attorneys généraux Kennedy, Katzenbach et Clark a encouragé le crime en Amérique ».

Attitude tolérante, typiquement « libérale », qui ne se manifeste d'ailleurs pas qu'envers les gangsters de tout calibre, mais à l'égard des communistes en général et de la chienlit de toute couleur. Et pas seulement en Amérique, certes. Il ne faut pas chercher ailleurs la source des incroyables désordres qui affligent la société occidentale.

Mais, faussant le problème, le très « libéral » Attorney général Ramsey Clark considère que la société dans son ensemble est à blâmer pour la vague de criminalité; conséquemment, il faut proposer des « solutions sociologiques ». Le président Johnson avait déjà dit quelque chose dans ce genre au lendemain du meurtre de Robert Kennedy, comme si l'acte individuel d'un Jordanien exacerbé par les prises de position agressivement proisraéliennes du sénateur engageait en quoi que ce soit la responsabilité de la nation américaine. On en revient ainsi à l'absurde « Nous sommes tous des assassins » du communiste Cayate.

Quoi
n'attenc
« solut
velle fr
pour le
et final
« Guer
Pou
somme
que fol
Les
Des An
mais p
s'offrir
dans sa
est rel
locales.
faites c
rieux :
devant
Il y
les mo
cielle c
D'autre
mêlé, c
par un
est ven
nègre.
On e
raux »
stupéfi
gouver
moins
habitar
Newarl
De r
Améric
leur ét
de mê
de pro

Quoi qu'il en soit, les démocrates sous John Kennedy n'attendirent pas Ramsey Clark pour se lancer dans des « solutions sociologiques ». Nous eûmes ainsi la « Nouvelle frontière », les « droits civiques », l'« Alliance pour le progrès », le « Peace corps », le « Job corps », et finalement avec Johnson la « Grande société » et la « Guerre contre la pauvreté ».

Pourquoi une « guerre contre la pauvreté » ? Nous ne sommes pourtant pas aux Indes, ni en quelque république folklorique d'Afrique !

Les démocrates ne se sont jamais expliqués là-dessus. Des Américains *pauvres* ? Sans doute, nous en trouvons ; mais par rapport à quoi, à qui ? A Rockefeller, qui peut s'offrir le luxe d'engloutir 85 millions de francs nouveaux dans sa campagne de cette année à la présidence ? Tout est relatif, et doit être jugé en fonction des conditions locales. A Savannah (Géorgie), j'ai vu des rues entières faites de cases nègres en piteux état. Misère ? Soyons sérieux : leurs propriétaires avaient chacun une voiture devant l'entrée, et souvent une Cadillac.

Il y aurait 32 millions d'Américains, cependant, dont les moyens d'existence entrent « dans la définition officielle de pauvreté ». Plus de la moitié sont des Blancs. D'autres sont des Porto-Ricains, des Mexicains de sang mêlé, des Indiens. Néanmoins, par démagogie politique, par une sorte aussi d'obsession « antiraciste », on en est venu à considérer la « pauvreté » comme un problème *nègre*.

On en revient ainsi au mythe inventé par les « libéraux » : *pauvreté nègre = violence raciale*. L'absurdité stupéfiante de cette équation fut vite démontrée par le gouverneur Hughes de New Jersey, qui a rappelé que moins de 2 % de la population noire (plus de 200.000 habitants) fut impliquée dans les graves désordres de Newark, l'an dernier.

De même que c'est une insulte abominable pour les Américains de plus que modeste condition d'affirmer que leur état, qualifié de « pauvreté », engendre le crime, de même est-ce une contre-vérité flagrante et honteuse de proclamer que les Noirs aux Etats-Unis sont si mal

traités qu'ils ne peuvent plus que recourir à la violence et au vandalisme pour faire « respecter leurs droits ».

L'excellent écrivain noir George Schuyler a parfaitement mis les choses au point. Il expose que la présente vague de vandalisme est due à des années de « lessivage de cerveaux » :

« Des millions de Blancs ont fini par se persuader qu'ils sont, aujourd'hui, en 1968, responsables des maux de l'esclavage et du « siècle de négligence » qui suivit. Or, le fait est que ce « siècle de négligence » a produit la plus prospère, civilisée et éduquée communauté noire n'importe où au monde dans l'histoire. Présentement, il y a 320.000 étudiants noirs dans les collèges et les universités de la nation, soit plus du double d'étudiants par mille habitants de couleur qu'il y a proportionnellement en Europe. Plus de deux millions et demi de véhicules automobiles appartiennent à des Noirs, sans compter les machines agricoles automatiques, et ils sont propriétaires d'un nombre égal de maisons ».

Si « problème » noir il y a, il est surtout d'ordre biologique et social : natalité extrêmement élevée, familles trop nombreuses. Cet aspect du problème est aggravé par le nombre de « familles sans père » ; et une consternante proportion de naissances illégitimes (de 25 à 40 %). Onze millions (sur vingt) de Noirs américains ont moins de 25 ans. Chez les Noirs âgés entre 18 et 24 ans, le chômage serait en moyenne cinq fois plus élevé que chez les Blancs du même âge.

Que fait le gouvernement fédéral pour aider « pauvres » et sans travail ?

La réponse est : énormément. Le budget de l'assistance publique dépasse annuellement 9 milliards de dollars (environ 10 millions de personnes en bénéficient, dont 90 % des Noirs). Les programmes de « pauvreté » s'élèvent à deux milliards, l'aide aux écoles, le « medicare » (aide médicale), l'aide alimentaire à plusieurs autres milliards. Selon le « Congressional Record » du 21 juillet 1967, plus de 50 milliards de dollars sont dépensés annuellement en assistance et aide de tout genre par le gouvernement fédéral, les Etats, comtés et villes.

M
est
aut
Abu
con
« g
tora
pur
gouv
que
s'est
vret
gauc
Ever
mic
nistr
a m
des
cons
trou
butic
une
reçu
somm
« str
prés
l'Adm
déra
prés
On
cas d
politi
Pou
Opini
En e
publi
ques
tion
Sar
déclar

Malheureusement, une partie estimable de ces fonds est gaspillée par une bureaucratie incompétente, et une autre sert à des buts politiques, sinon révolutionnaires. Abus et scandales en tout genre ont marqué la « guerre contre la pauvreté ». On s'est vite rendu compte que le « gâteau » était distribué, bien souvent, à des fins électorales, et parfois même pour financer des opérations purement politiques. Un exemple typique : au Texas, le gouverneur John Connally (qui fut blessé en même temps que John Kennedy tombait sous les balles d'Oswald) s'est plaint que des fonds de « guerre contre la pauvreté » étaient utilisés pour alimenter l'opposition de gauche au sein du parti démocrate local. « Human Events » écrit : « Dès le départ, l'O.E.O. (Office of Economic Opportunity : c'est le nom officiel de l'agence administrant les fonds de la « guerre contre la pauvreté ») a montré du favoritisme politique dans la distribution des subventions. La Virginie de l'Ouest, couramment considérée comme l'un de nos plus pauvres Etats, se trouva pratiquement au bas de la liste en terme d'attributions de dollars. Le Texas, « home » du président, avec une population cinq fois celle de la Virginie de l'Ouest, reçut vingt-trois fois plus d'argent. Mais les plus grosses sommes ont été, évidemment, aux Etats électoralement « stratégiques » ou riches en votes, ou à des districts représentés au Congrès par des politiciens « amis » de l'Administration, ou encore à des régions où l'on considérait qu'un peu d'argent supplémentaire aidera les représentants ».

On dira : il n'y a rien, là, de très nouveau, en tout cas depuis Roosevelt, coutumier de ce genre d'opérations politico-financières.

Pourtant, comme l'expose Gary Allen dans « American Opinion », il semble que ce soit encore pire maintenant. En effet, on ne se contente plus de mésuser de deniers publics (prélevés sur le contribuable) à des fins politiques de cuisine électorale, on entreprend une « révolution ».

Sargent Shriver, longtemps directeur de l'O.E.O., a déclaré (« Los Angeles Times » du 26-5-65.) : « Nous som-

mes au milieu d'une révolution ». Or, Shriver a eu pour « conseiller » de premier rang Michael Harrington, un militant communiste. Il a employé bien d'autres individus politiquement suspects, quand ils n'étaient pas purement et simplement des repris de justice (« Human Events » du 30 avril 1966).

Par ignorance coupable ou aveuglement idéologique « libéral », Shriver a laissé la subversion communiste et extrémiste noire (style Stokely Carmichael) pénétrer profondément l'O.E.O. nous avons à ce sujet le témoignage d'Henry Winston, porte-parole du parti communiste (rapporté par « U.S. News & World Report » du 31-1-66) : « Aujourd'hui l'Economic Opportunity Act est déjà devenu la base pour l'organisation dans les slums et les communautés de ghetto, et il offre le point de départ pour permettre de rassembler des millions d'isolés en un mouvement de masse ».

Selon le célèbre « columnist » Victor Riesel, d'innombrables bureaux de la « guerre contre la pauvreté » sont bourrés d'éléments révolutionnaires, « L'office de l'O.E.O. et des milliers de ses quartiers généraux abondent en littérature et promoteurs de l'action de rue. Certains de ces derniers appartiennent à la Nouvelle Gauche ou sont des maoïstes indépendants, des trotskystes, des membres du Labour Party progressiste proPékin et même des activistes du parti communiste moscovite... Et il est à la mode d'engager ces jeunes révolutionnaires. Ils abusent des pauvres auxquels on a dit de s'organiser eux-mêmes et de diriger leur programme contre la pauvreté. Les pauvres ne savent pas que leurs districts ont été colonisés par des factions militantes comme les Maoïstes ou les activistes du Labour party progressiste ».

Et cela finit par des désordres, des bagarres de rues, des villes incendiées. Avec l'argent de l'O.E.O. ! A Washington, la « ville de la résurrection », gigantesque assemblage de baraques et de huttes pour les pauvres de la marche organisée par Abernathy, fut surnommée « Insurrection City », en raison des incidents quotidiens qui s'y produisaient. Un habitant de Washington qui y servit comme volontaire a confié au « Washington Post » :

« Il y
jours,
armes
des co
Il e
seur d
de Wa
quet j
note s
Sans
dère c
ton, s
30 mil

« Il y avait des viols, des vols et des coups tous les jours, mais nous ne pouvions rien faire... Il y avait vingt armes à feu dans le camp, sans parler des couteaux et des cocktails Molotov ».

Il est vrai que Ralph Abernathy, le pasteur successeur de King, résidait, lui, dans un des meilleurs hôtels de Washington, où, un soir, il organisa un grand banquet pour 90 personnes. On y mangea 97 steaks et la note s'éleva à 600 dollars...

Sans doute, c'est encore peu de choses si l'on considère que « Insurrection City » a fait perdre à Washington, sur le plan commercial, une somme évaluée à 30 millions de dollars.

Pierre HOFSTETTER.

Chronique des Arts

EDOUARD VUILLARD ET K. XAVIER ROUSSEL,
AU MUSEE DE L'ORANGERIE

C'est un bel et très important hommage que les Musées de France, après le *Haus der Kunst* de Munich — qui eut la primeur de cette exposition — ont rendu à Vuillard et à Roussel, à l'occasion du centenaire de la naissance de ces deux artistes associés dans la gloire après l'avoir été dans la vie par une longue et indéfectible amitié. En fait cette double exposition est la plus complète qu'il nous ait été donnée de voir depuis celle de « *E. Vuillard* » au Musée des arts décoratifs en 1938, et celle de « *Bonnard, Vuillard et les Nabis* », au Musée d'Art moderne, en 1955. Succédant à la Grande Exposition Bonnard, à ce même Musée de l'Orangerie, qui nous enchantait à l'automne de 1966, elle nous permet de revivre un des moments les plus heureux de la peinture française à la fin du siècle dernier et à l'aurore de celui-ci. Elle nous remémore les manifestations les plus remarquables de ce mouvement symboliste en peinture, dans la voie ouverte par les peintres du groupe de Pont-Aven : mouvement qu'on peut considérer comme l'ultime avatar de *l'Impressionisme*, précédant de peu l'embrasement chromatique du *Fauvisme*, bouquet de ce symbolisme pictural à la recherche des valeurs décoratives et expressives, restituant au tableau de chevalet une part du contenu spirituel que les impressionnistes avaient sinon exclu du moins négligé au profit des seules valeurs sensorielles.

Pour Vuillard cette Exposition, riche de 195 numéros à son catalogue, comprenant peintures, dessins et lithographies, si elle est une confirmation n'est pas une révélation, rien que nous n'ayons vu ou ne connaissions déjà. Pour Roussel, avec 113 numéros, se rapportant aux peintures, dessins, lithographies et eaux-fortes (autant et mieux que Vuillard Roussel fut un remarquable graveur), nous en apprennent davantage sur cet artiste, qui sans avoir été négligé reste plus secret, plus confidentiel encore par suite d'une carrière beaucoup moins fructueuse que celle de son ami Vuillard, carrière d'un artiste grand bourgeois, qu'un caractère réservé, une absence de besoins ont toujours tenu un peu à l'écart des milieux contribuant à la vulgarisation des œuvres d'un artiste, partant à sa réputation. Dans une certaine mesure ce silence fait autour de Roussel et de son œuvre est immérité, car jouant sur un registre volontairement moins étendu que celui de Vuillard, aussi bien par le choix de ses thèmes que par leur exploitation technique et esthétique, Roussel, dont l'influence personnelle fut cependant loin d'être négligeable sur les artistes de son temps, offre une personnalité plus originale et il est probable que sa réputation, pour l'instant limitée, ne fera que grandir dans le futur.

De l'ensemble de l'œuvre de Vuillard, qui nous est montré dans un raccourci harmonieux, d'où ont été exclues les productions les plus contestables d'un peintre qui céda à la facilité ou, plus exactement, se perdit en un excès de sollicitations mondaines, se dégage l'impression d'une réussite heureuse et, d'un mot qui m'est venu aux lèvres, « *uniformément agréable* ». Nous sommes là loin des trouvailles, des transpositions audacieuses et sans cesse renouvelées d'un Bonnard lequel, après avoir cheminé en compagnie de celui qui allait devenir le grand intimiste de son temps, s'en sépare et s'en distingue par la recherche d'une esthétique supérieure, lui permettant de se hausser au niveau des grands coloristes.

La nature ne sollicita qu'assez peu celui qui fut surtout un portraitiste de son époque, excellent dans la représentation de ses modèles vivant et respirant dans

une ambiance qui leur est propre, à la manière de ces portraitistes du XVIII^e siècle nous donnant de la figure humaine une image plus sociale que psychologique, sans négliger aucun des attributs qui composait le cadre d'existence d'une femme du monde, celui d'un grand seigneur, d'un financier fastueux, pour lesquels le moindre objet était signe d'élégance ou d'opulence. Jamais peut-être, que ce soit les Hollandais du XVII^e siècle, qui furent par excellence les peintres de la vie intime, que ce soit les peintres contemporains et émules de Chardin nous faisant respirer le charme de ces intérieurs paisibles et raffinés d'artistes et de bourgeois parisiens au temps de la Régence et de Louis le Bien-aimé, jamais ne nous fut offert une synthèse aussi complète de ce qui compose l'intimité d'une existence où chaque chose a son prix, où rayonnent dans la lumière et la pénombre les moindres objets, vivant sous le regard du peintre de leur vie secrète. Sur ce plan l'Œuvre de Vuillard témoigne d'un certain état social, d'un art au crépuscule d'une civilisation.

Quant au charmant Ker Xavier Roussel, plus proche d'une société d'esprits que de la société de son époque, ce peintre-poète, épris des mêmes thèmes que musiciens et poètes symbolistes, pour lesquels le naturalisme littéraire et artistique était « *un peu bas de plafond* », tenta, lui aussi, l'évasion. Il s'efforce de faire revivre les mythes antiques en un décor de nature, où ses dons de paysagiste et de coloriste rajeunissent des thèmes à vrai dire éternels mais que d'insipides et académiques répétitions avaient relégués au niveau des prosodies scolaires, lesquelles continuent, cependant, à faire de l'ombre sur l'Œuvre d'un artiste sincère, original, raffiné, Œuvre restant aujourd'hui en marge des enluminures et des recettes sommaires de nos analphabètes du pinceau.

ARTS MAYA DU GUATEMALA, AU GRAND-PALAIS

Tous les amateurs d'art se souviennent des deux grandes expositions d'Art mexicain ancien et moderne, qui furent organisés à quelques années d'intervalle au Mu-

sée
révé
— d
Fern
coex
espa
Mexi
tions
la d
conc
« l'
Par
lages
tezu
gnol
cultu
venu
latic
qui,
mira
men
De
gues
étud
riqu
sées
men
tion.
lière
man
civili
qu'ic
nisés
posit
par
tion
prés
nifes
res
Da

sée d'Art moderne et au Petit-Palais. L'une et l'autre révélèrent au public français la physionomie si attachante — déjà entrevue grâce aux films d'Eisenstein et d'Emilio Fernandez — de ce pays extraordinaire dans lequel coexistent le visage du Mexique moderne en sa tradition espagnole baroque et les témoignages archéologiques du Mexique préhispanique, où se succédèrent les civilisations originales qui bien qu'entrées déjà dans la voie de la décadence éblouirent les compagnons de Cortez, ces conquistadors besogneux qui donnèrent à Charles-Quint « *l'Empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais* ». Par une étrange affinité, en dépit des destructions, des pillages qui devaient effacer le royaume chancelant de Moteczuma, l'apport de la culture et de la civilisation espagnoles allait épouser dans une harmonieuse synthèse la culture et les civilisations des Aztèques, conquérants venus du nord, ayant eux-mêmes intégré celles de populations établies sur les hauts plateaux de l'intérieur et qui, dans la péninsule du Yucatan, avaient édifié d'admirables cités, laissé les témoignages d'un art hautement évolué en un cadre de nature, lui ineffaçable.

Depuis bientôt un demi-siècle archéologues, ethnologues, historiens ont fait dans leurs recherches et leurs études une part assez belle aux civilisations de l'Amérique centrale. Les expositions se sont succédées, les musées d'Ethnographie enrichis considérablement des documents ramenés par les missions de fouille et d'exploration. Notre Musée de l'Homme, grâce à un fonds particulièrement abondant, a lui-même par ses expositions permanentes ou temporaires entretenu l'intérêt pour les civilisations originales du continent américain. Mais jusqu'ici et à part une très remarquable exposition organisée par la Galerie Jeanne Bucher, en 1966, à Paris, exposition restreinte mais tout à fait digne d'éloge autant par la qualité des pièces présentées que par la publication d'un beau et savant catalogue, jamais n'avait été présentée une exposition entièrement consacrée aux manifestations les plus typiques, les plus hautes des cultures américaines préhistoriques, celle des Mayas.

Dans la chronologie encore incertaine des civilisations

mésaméricaines, — qui de toute évidence furent les plus évoluées du continent, qui, au milieu des peuplades restées pour la plupart au stade du nomadisme, vivant de chasse, de pêche et de cueillette à travers les immenses savanes du Nord et les clairières des forêts subtropicales du Sud, fondèrent des établissements fixes, développèrent une économie agricole avancée et, sans avoir dépassé le stade du néolithique, n'en élaborèrent pas moins une architecture et un art hautement évolués, — celle des peuples Maya est de beaucoup la plus certaine. Elle fut aussi la plus féconde, car dans une aire d'extension s'établissant du 5° au 25° parallèle nord, de l'isthme de Panama jusqu'au plateau d'Anahuac, avec son principal établissement au Guatemala, ses vestiges restent les plus nombreux et les plus denses.

Cette chronologie des civilisations Maya, en ses périodes successives s'étend sur près de trois millénaires : des périodes pré-classiques, — parallèles à celles de la Chronologie occidentale précédant l'ère chrétienne, de Mycènes à l'époque hellénistique, — aux périodes proto-classiques, classiques et postclassiques, allant jusqu'au début de notre XVI^e siècle et l'arrivée des conquérants espagnols sur le continent américain. Si les Mayas furent très probablement les peuples les plus évolués du Nouveau Monde, dans cette Amérique centrale où ils s'étaient sédentarisés, leur civilisation ne fut pas pour autant close, hors de tout contact et de toute influence. Ils empruntèrent aux civilisations voisines — Olmèque, Zapotèque, Toltèque, Totonaque, Huastèque — dont ils assimilèrent les idées et les formes et qu'ils enrichirent, créant ou déterminant des styles nouveaux. Ils furent de grands constructeurs et dans la presqu'île du Yucatan, aire septentrionale de leurs établissements, édifièrent d'admirables ensembles monumentaux dont beaucoup restent encore à découvrir ou à mettre à jour.

On peut donc considérer l'art des Mayas par rapport à celui des peuples mésoaméricains comme nous considérons, dans le développement de l'art des peuples méditerranéens de l'Antiquité, celui des Egyptiens. Les

Mayas
une es
physiq
dieux,
me de
son étr
ces nat
de. Ils
merveil
férents
nit les
caniste
d'autan
jamais
lèrent
celle a
objets
sans m
précieu
surtout
furent
retrait
édifices
crés), l
en mat
souvent
d'extrac
gues n'
esthétiq
science
égale s
classiqu
peuples
l'ancien
Mayas
veloppé
avaient
solaire,
De ce
Palais

Mayas furent des inventeurs de formes. Ils élaborèrent une esthétique fondée à la fois sur une conception métaphysique, relation de l'homme avec l'univers et avec ses dieux, sur une technologie résultant d'une certaine somme de connaissances empiriques et théoriques en liaison étroite avec les données de l'écologie et les ressources naturelles du sol, sol montagneux où la pierre abonde. Ils furent, comme tous les peuples américains, de merveilleux potiers ; l'art de la céramique sous ses différents aspects, ses structures et ses ornements fournit les documents chronologiques de base aux américanistes. Les Mayas furent de remarquables sculpteurs, d'autant plus remarquables que leur outillage ne dépassa jamais celui du néolithique. Si tardivement ils travaillèrent les métaux, leur métallurgie ne dépassa guère celle appliquée à la fonte et au façonnage de petits objets d'orfèvrerie et, alors qu'à la différence des artisans mexicains et péruviens leurs ressources en métaux précieux restèrent minces, leurs bijoux furent réalisés, surtout, en pierres dures, jadéites et obsidiennes. Ils furent d'extraordinaires architectes, utilisant la voûte en retrait (fausse voûte) qui allège l'intérieur de leurs édifices. Leurs temples, leurs pyramides (tertres sacrés), leurs forteresses et leurs palais furent réalisés en matériaux de blocage, en pierres taillées et sculptées, souvent dans le plus grand appareil, exigeant procédés d'extraction, de transport, de levage que les archéologues n'ont pu jusqu'ici élucider ; ils indiquent un sens esthétique relevé, parfois grandiose, mais aussi une science de l'orientation et d'adaptation au site et au sol, égale sinon supérieure à celle des peuples de l'Orient classique, se rattachant par bien des points à celle des peuples de l'Extrême-Orient dans l'aire d'extension de l'ancienne civilisation chinoise. Il faut dire que les Mayas avaient des connaissances astronomiques très développées, reposant sur des observations directes, qui leur avaient permis d'élaborer un double calendrier, lunaire et solaire, servant de cadre à leur vie religieuse et civile.

De ces trois aspects majeurs l'Exposition du Grand-Palais nous a donné un suggestif aperçu. On peut con-

sidérer que sur ces trois thèmes, et grâce à une remarquable présentation (dont il convient de féliciter le conservateur Reynold-Arnould, très certainement le meilleur réalisateur muséographique que nous ayons actuellement, réserve faite de son « Exposition Picasso », où il succomba sous le faix!) elle est très supérieure esthétiquement aux deux grandes expositions d'Art mexicain, qui par leur caractère éclectique, un peu confus, faisant cohabiter l'archéologie, l'art colonial et le folklore, nous furent offertes comme un spectacle de foire-exposition. Après quelques visites — un tel ensemble exige d'être vu et revu — on ressort avec une vision qui se grave dans l'esprit : la vision d'un art puissant, grandiose, foncièrement religieux, celui d'un monde aboli, dans lequel l'homme communiait avec l'univers, monde analogue à celui de l'Égypte pharaonique, des métropoles antiques de la Chaldée, de la Chine des Han, un monde qu'à moins d'une catastrophe planétaire et d'un retour à la primauté spirituelle les hommes ne connaîtront sans doute jamais plus.

On ne sait ce qu'il faut le plus admirer : l'art de ces coroplastes au moins égal à celui de la Grèce primitive, des Minoéens ou des Mycéniens, avec leurs formes bourgeonnantes pareilles à des fruits tropicaux gorgés de sève ; l'art des potiers façonnant ces vases au galbe parfait à la limite de la destination fonctionnelle et d'une plastique épurée, décorés en réserve, en champlevé, par incision ou par estampage, d'une manière telle que jamais le décor n'outrepasse ou ne trahit la forme, réalisant la synthèse du concret et de l'imaginaire ; l'art des sculpteurs ayant réalisé ces stèles, où le relief travaillé en méplats compose ces admirables entrelacs de formes, conjuguant la figure humaine, celle des animaux sacrés, les attributs religieux, les idéogrammes en des compositions dont la plénitude, l'irradiation secrète laissent loin derrière la glyptique des sculpteurs pharaoniques, plus intellectuelle, plus pure peut-être mais moins vivante et moins mystérieuse ; l'art des architectes ayant élevé ces temples pyramidaux, évoquant les tertres sacrés de la Chaldée, de la Chine, des Khmers, sur les-

quels
et du

On
res c
Guaté
mis c
rante
font c
à son
jusqu'
de situ
rendai
juin à
et cor
sition
d'une
reçut

Il s
accor
autre
puisse
sation
nomac
rique
rables
toute
de ce
draina
passio
ils ne
nels c

quels se célébraient aussi les rites d'union de la Terre et du Firmament.

On ne peut donc que féliciter notre Ministre des Affaires culturelles d'avoir pris l'initiative, après sa visite au Guatemala en 1966 de cette manifestation. Elle a permis de mobiliser les éléments d'une exposition itinérante en y intégrant les éléments complémentaires qui font de l'Exposition du Grand-Palais, avec 414 numéros à son catalogue, la plus importante jamais présentée jusqu'ici en Europe. Des graphiques, des photographies de sites, une projection de clichés en couleur commentés rendait plus explicite cette exposition, qui ouverte de juin à septembre aurait dû attirer la foule des visiteurs et connaître un succès au moins égal à celui de l'exposition consacrée à *Toutankhammon*, laquelle bénéficiant d'une publicité et d'un aura psychologique exemplaire reçut près d'un millions et demi de visiteurs.

Il serait désormais souhaitable qu'à la suite d'un accord conclu avec le gouvernement des Etats-Unis une autre manifestation de cette qualité et de cette ampleur puisse nous donner l'aspect complémentaire des civilisations américaines précolombiennes : l'Art des tribus nomades « peaux-rouges » de l'immense savane de l'Amérique septentrionale. Les Etats-Unis possèdent d'admirables musées ethnographiques, riches en documents de toute sorte, et l'on peut être sûr qu'une manifestation de ce genre connaîtrait un immense succès de curiosité, drainant la masse des amateurs, grands et petits, que passionne tout ce qui a trait au folklore indien, dont ils ne connaissent que les aspects les plus conventionnels ou les plus dégénérés.

Ulick Varange et sa conception du pouvoir politique

Qui est Ulick Varange ?

Ulick Varange, de son nom véritable Francis Parker Yockey, est né en 1917 à Chicago d'une famille Irlandaise et catholique. En 1938 il obtenait le grade de *Bachelor of Arts* et, trois ans plus tard, il était gradué en droit, *cum laude*, à l'université de Notre-Dame.

Dès son enfance, Yockey était connu pour ses dons prodigieux. Yockey était un grand pianiste et il était aussi un écrivain doué. Il avait étudié les langues pour devenir linguiste. Comme avocat, il n'a jamais perdu aucune cause.

Comme la plupart des Américains, il était opposé à l'intervention américaine dans le conflit de la deuxième guerre mondiale. Néanmoins, il entra dans les forces armées jusqu'en 1942 date à laquelle il bénéficia d'un congé médical. Pendant quelques années, il continua à exercer la profession d'avocat à Détroit et plus tard fut assistant procureur pour le comté de Wayne, dans l'Etat du Michigan.

En 1946, Yockey s'est vu offert un poste en Europe pour aider les tribunaux qui jugeaient les défenseurs de l'Occident — ceux qu'on nommait les « criminels de guerre ». Il fut assigné à Wiesbaden. C'est là qu'il put observer les méthodes des forces extra-européennes (Américaines et Russes) pour éliminer tout esprit national en Allemagne.

ULICK

Per
ports
très
ports
consé
ton :
avez
rappo
que l
tion,
point
un av
pour

Au
quille
sentit
trover
na do
Britta
et sa
comm
tics.

Au
avaier
lemen
en 19
par C
d'Ulic
impr
impos

Yoc
qu'il f
sation
1949. I
rédigè
Ce ma
rium.

Mais
gent e

Pendant onze mois, Yockey travailla à préparer des rapports sur les criminels de guerre. Ayant une connaissance très vaste de l'histoire, il essayait de rédiger ses rapports avec le plus d'objectivité possible. Ce qui eut pour conséquence de faire dire par ses supérieurs de Washington : « Nous ne voulons pas ce genre de rapport. Vous avez une fausse perspective. Vous aurez à récrire ces rapports selon le point de vue officiel ». Yockey comprit que le temps était venu de résister à ce genre d'injonction, même si cela signifiait qu'il devait se séparer du point de vue officiel conformiste. Il répondit : « Je suis un avocat et non un journaliste ». Il quitta l'Allemagne pour retourner aux Etats-Unis.

Au bout de cinq mois, n'ayant pas la conscience tranquille, après avoir vu ce qui s'était passé en Europe, il sentit qu'il devait se donner corps et âme dans la controverse dont l'Europe venait de payer les frais. Il retourna donc, en 1947, en Europe dans un hôtel tranquille à Brittas Bay, en Irlande. C'est là qu'il écrivit, en six mois et sans notes, son chef-d'œuvre IMPERIUM qui porte comme sous-titre, *The Philosophy of History and Politics*.

Au début, il eut des difficultés avec les éditeurs qui avaient peur ou qui étaient opposés à ses thèses. Finalement, il réussit à publier son volume en deux tomes, en 1949. Le premier tome, de 405 pages, a été imprimé par C.A. Brooks et C^o et publié sous le pseudonyme d'Ulick Varange. Le deuxième tome, de 280 pages a été imprimé par Jones et Dales. Aujourd'hui, il est presque impossible de les avoir.

Yockey s'aperçut qu'écrire un volume ne suffit pas et qu'il fallait agir. Il organisa alors le *Front de Libération Européenne* — European Liberation Front — en 1949. Lors du lancement de ce Mouvement, lui et ses amis rédigèrent un manifeste intitulé *Proclamation of London*. Ce manifeste n'est qu'un résumé de son volume *Imperium*.

Mais bientôt, Yockey se heurta à des problèmes d'argent et son Mouvement disparut. Sans espoir, il s'en-

ganea dans la Croix Rouge jusqu'en 1951. Puis il voyagea à travers l'Europe.

En 1952, le Département d'Etat de Washington, refusa de renouveler son passeport. Yockey répéta plusieurs fois sa demande et à chaque fois elle était refusée. C'est alors que la lutte entre le Département d'Etat et lui commença. Le premier ordonna au F.B.I. de surveiller Yockey jour et nuit. D'ailleurs il a toujours été ainsi aux Etats-Unis pour les vrais anticommunistes.

Jusqu'en 1960, on n'a plus entendu parler de lui. Il est impossible de savoir où il est allé durant ce temps. Ce n'est qu'en 1960, par les journaux de San Francisco, qu'on apprit que Yockey avait été arrêté par le F.B.I.

Le 16 juin au soir dans sa cellule il se suicida avec du cyanure de potassium.

Pour faire connaître quelques-uns des principes du remarquable essai politique d'Ulick Varange, nous donnons ci-dessous un extrait du Chapitre I de la Deuxième Partie de son essai, *Imperium*, jusqu'à présent non traduit en français.

*
**

L'ABSENCE DU POUVOIR POLITIQUE

La distribution des forces dans la première des deux guerres mondiales était grotesque : la manière dont elle se produisit sera examinée ailleurs. Il s'ensuit que l'issue de ces deux guerres fut grotesque elle aussi. Dans l'une et l'autre l'esprit du XIX^e siècle fut le vainqueur apparent. Superficiellement, c'était vrai : en fait, un tel résultat était imperdable. La nature *organique* d'une Culture, aussi bien que celle des notions qu'elle détermine ne permet *jamais* le triomphe du Passé sur le Présent ; il n'y a qu'une alternative dans la vie *organique*, ou la croissance ou la maladie qui entraîne la mort.

La civilisation occidentale n'a pas été détruite par ces effroyables conflits, bien que son existence ait été compromise aussi profondément qu'il était possible au point de vue politique.

ULICK

La

un r

toire,

l'écon

catior

têtes

cultur

vers c

aussit

naient

La

du fai

dans l

ceptio

s'obsti

nale. I

plus t

l'incon

payé c

de ses

nace d

l'Europ

de forc

lisme

ment s

le plan

l'Europ

l'avait

rile de

plans

quins,

tion bo

sée qui

Les l

qu'en 1

program

qu'en 1

signer à

mands.

puissanc

La première de la série des guerres mondiales a créé un monde nouveau. Les idées qu'on se faisait de l'histoire, de la politique, de la guerre, de la nation, de l'économie, de la société, de la culture, de l'art, de l'éducation, de la morale, furent bouleversées. Les meilleures têtes d'Europe, la minorité qui transmet l'instinct de la culture adopta des conceptions nouvelles dans ces divers domaines. Malheureusement les leaders de l'Europe aussitôt après la première guerre mondiale n'appartenaient pas — à une exception près — à cette minorité.

La seconde de la série des guerres mondiales est née du fait que l'Europe tout entière ne s'était pas fondue dans le moule de la même conception de la vie, la conception unitaire du xx^e siècle. La moitié de l'Europe s'obstinait à jouer au jeu démodé de la politique régionale. Les leaders réalisaient la parole de Goethe : « La plus terrible éventualité politique est la combinaison de l'inconscience et de l'action ». L'Europe n'a pas encore payé complètement pour la malhonnêteté et la stupidité de ses leaders. Nietzsche avait cru voir une telle menace dans la croissance de la Russie qu'il affirmait que l'Europe serait *contrainte* à l'union et devrait abandonner de force son jeu misérable de nationalisme et d'immobilisme régional. Cette menace ne s'est pas réalisée seulement sur le plan *politique*, elle s'est réalisée aussi sur le plan *culturel*. La Russie s'est séparée totalement de l'Europe, elle est retournée à l'Asie d'où Pierre le Grand l'avait dégagée. Mais l'Europe s'est obstinée au jeu stérile des frontières et des barrières économiques, aux plans mesquins, aux projets mesquins, aux secrets mesquins, et ensuite elle a assisté en spectateur à la révolution bolchevique. Nietzsche avait *prédit* que c'est la *pensée* qui dominerait l'Europe : il négligea de le *vouloir*.

Les lecteurs de l'an 2000 auront peine à s'imaginer qu'en 1947 un candidat au pouvoir en France avait pour programme de protéger la France contre l'Allemagne, ou qu'en 1947 l'Angleterre et la France en étaient encore à signer à Dunkerque un traité d'alliance contre les Allemands. L'Amérique et la Russie permirent à ces deux puissances d'hier de signer leur inoffensif traité, parce

qu'il ne pouvait en aucune manière troubler les plans des non-Européens de Moscou et de Washington, il ne concernait pas le futur, ni même le présent, c'était seulement un acte du passé. On peut se demander si les peuples qui préparaient et signaient un tel traité n'étaient pas sujets à l'hallucination collective de vivre encore en 1750 ou 1850 ou en quelque autre siècle. Mais une chose est certaine : quand les hommes politiques se trompent, leurs pays doivent souffrir.

De telles erreurs n'auraient pu se produire, l'Europe ne serait pas descendue si bas, si la notion moderne de la politique, la notion organiquement cohérente de la politique, avait été clairement présente dans les classes politiques dirigeantes de chaque pays européen. Cette notion nouvelle, qui est immédiatement adoptée par quiconque la comprend, est présentement formulée pour la première fois sous une forme complète.

Le mot de *politique* a été lui-même l'objet dans un passé récent, disons depuis 1850, d'un profond malentendu. Deux faits en sont la cause : le premier est l'obsession de l'économique dans nos pays pendant le XIX^e siècle, le second l'influence préjudiciable de l'Amérique dans certaines zones européennes. L'obsession économique atteignit une telle ampleur qu'on finit par affirmer que la politique était quelque chose de démodé qui ne faisait que refléter l'état économique de la société et qui finalement perdrait un jour toute importance. En conséquence, la guerre elle-même fut regardée comme une éventualité d'un autre temps.

En Amérique, à cause des conditions spéciales qui régnaient dans ce pays, le mot de *politique* finit par désigner seulement l'appartenance à un groupe ou à un parti, dans un sens péjoratif. Les hommes politiques américains passaient leur temps à s'accuser mutuellement de *faire de la politique*. Cela signifiait que la politique était regardée comme un élément inutile de la vie politique, comme quelque chose de malhonnête, comme une orientation de pensée dont on pouvait et dont on devait se débarrasser. Telle était en vérité la signification de ce mot.

Ce
put c
ment
Cet é
grand
idée
de ce
une
et en
la de
pas c
guerr
emba
qu'il
théor

Le
passe
d'exe
s'insc

Qu
qu'es
est l'

La
pouv
esthé
nière
dans
Chac
la ré
rale
tique
(ou
table
divis
ce qu
possi
ratio
Un
dant

Ce malentendu profond sur l'essence de la politique put croître à cause de la période de paix exceptionnellement longue qui s'établit en Europe entre 1871 et 1914. Cet état de fait sembla prouver que la guerre et les grandes vues politiques appartenaient au passé. Cette idée était si bien établie que 1914 parut seulement une de ces exceptions qui confirment la règle. Ce fut aussi une nécessité mentale pour les têtes faibles en Europe et en Amérique de regarder la guerre de 1914 comme la dernière des guerres. La guerre de 1939 ne modifia pas cette conviction. A nouveau, c'était la dernière des guerres. Les peuples de leur point de vue ne sont pas embarrassés par la nécessité de considérer à chaque fois qu'il s'agit de la dernière fois. Quant aux idéalistes, leur théorie est sacro-sainte : ce sont les faits qui ont tort.

Le temps est venu où il faut renoncer à ce tour de passe-passe. La politique n'est pas l'objet d'une série d'exercices intellectuels, c'est le domaine dans lequel s'inscrit le sens du siècle.

Qu'est-ce donc que la politique ? Nous voulons dire : qu'est-ce que la politique *en tant que fait* ? *La politique est l'action dans le domaine du pouvoir.*

La politique a un domaine spécifique : le domaine du pouvoir. Par conséquent, elle n'est ni une morale, ni une esthétique, ni une économique. La politique est une manière de voir les choses, exactement comme le sont dans leur domaine, la morale, l'esthétique, l'économique. Chacune de ces formes de pensée isole une portion de la réalité et la revendique comme son domaine. La morale sépare les choses en bonnes et mauvaises, l'esthétique en belles et laides, l'économique en utiles et inutiles (ou dans sa dernière phase en profitables et non profitables). La politique est une forme de pensée qui, elle, divise le monde en deux catégories, ce qui est *ami* et ce qui est *ennemi*. Elle exprime par là le plus haut degré possible d'alliance et le plus haut degré possible de séparation.

Une pensée politique est aussi profondément indépendante des autres formes de pensée que celles-ci le sont

entre elles. Elle peut exister en dehors d'elles et elles peuvent exister en dehors de la politique. L'ennemi peut être bon, il peut être beau, il peut être économiquement utile, le commerce avec lui peut être profitable : mais si le développement de sa puissance s'oppose au développement de la mienne, il est mon ennemi. Il est quelqu'un avec lequel il est possible qu'éclate un jour une lutte *pour l'existence* : tandis qu'en esthétique, en morale, en économie, il n'est pas question d'*assurer son existence*, il est question seulement de ce qu'on doit faire et penser une fois l'existence assurée.

Alors que dans l'ordre *psychologique*, l'ennemi apparaît facilement comme odieux, injuste et criminel, néanmoins ces considérations restent secondaires en politique et n'atteignent pas l'autonomie de la politique comme pensée et comme action. La discrimination déterminée par la politique, étant une discrimination d'importance *vitale*, est la plus puissante de toutes les discriminations, et par suite elle a tendance à mobiliser tous les moyens de persuasion, de contrainte et de justification pour atteindre son but. L'étendue de ces confusions est d'autant plus grande que les leaders ont une conscience moins nette de l'autonomie de la politique. Plus leur conception politique se trouve surchargée de résidus de morale, d'économie ou autres modes de pensée, plus ils puiseront dans ces divers domaines pour essayer d'atteindre leurs buts politiques. Il peut même arriver qu'ils ne soient pas conscients que leur action est essentiellement politique. Il y a tout lieu de croire que Cromwell se regardait comme un réformateur religieux et non comme un homme politique. Un type de l'attitude contraire est donné par ce journal français qui en 1870 soutenait le moral de ses lecteurs par l'espoir que les combattants ramèneraient de Prusse des wagons entiers de jeunes femmes blondes.

Au contraire, la propagande japonaise pour la métropole pendant la seconde guerre mondiale répéta presque uniquement qu'il s'agissait d'une lutte *pour l'existence*, c'est-à-dire qu'elle insista surtout sur le caractère politique de la guerre. Tel peut être laid, criminel, nuisible

et po
être l

L'a
sont
avec
ne dé
ne fa
entre
vie p
popul
fourn
entre
sans
qu'il
ne-am
aucun
ami-e
un au
non j
doma
dissoc
La
gère
que s
adver
que, i
rents
rale
natur
uniqu
fortifi
1871
du pa
une
résult
politi
plaça
se tro
contr
comm

et pourtant ne pas être un ennemi ; un tel autre peut être bon, beau, utile et pourtant être un ennemi.

L'ami et l'ennemi sont des réalités concrètes. Ce ne sont pas des chimères. Cette distinction n'a rien à voir avec le jugement moral, esthétique ou économique. Elle ne décrit pas un rapport d'antipathie privée. L'antipathie ne fait pas nécessairement partie de cette distinction entre l'ennemi et l'ami. La haine est un phénomène de la vie privée. Si des hommes politiques inoculent à une population la haine de l'ennemi, c'est uniquement pour fournir à cette population un intérêt personnel à la guerre entreprise par l'Etat, intérêt qu'elle n'éprouverait pas sans cela. Entre collectivités il n'y a pas de haine, bien qu'il puisse y avoir lutte pour la vie. La distinction haine-amour n'a aucun caractère politique et ne coïncide à aucun moment avec la distinction purement politique ami-ennemi. Une alliance n'implique pas de l'amour pour un autre peuple, et inversement la guerre n'implique pas non plus la haine. Pour avoir des idées claires dans le domaine politique, il faut avant tout avoir le don de dissocier les notions différentes.

La conception libérale, là encore entièrement étrangère à la réalité, affirmait que la notion d'ennemi s'applique soit à un concurrent économique soit encore à un adversaire idéologique. Mais dans le domaine économique, il n'y a pas d'ennemis, il y a seulement des concurrents ; et dans un monde d'une structure purement morale (c'est-à-dire où il n'existerait que des hostilités de nature morale), il ne pourrait pas y avoir d'ennemis mais uniquement des adversaires politiques. Le libéralisme fortifié par la longue période de paix qui s'étend de 1871 à 1914 déclara que la politique était un héritage du passé et que la distinction entre ennemi et ami était une classification rétrograde. Cette affirmation est le résultat de la méprise qu'on commet en regardant la politique comme une branche de la philosophie. En se plaçant à un tel point de vue, on ne risque jamais de se tromper : aucune accumulation de faits ne peut rien contre une théorie, car une théorie est toujours regardée comme supérieure aux faits eux-mêmes, l'Histoire n'a rien

à nous apprendre en fait de conceptions politiques, seule la Raison décide tout, et naturellement chacun décide pour lui-même ce qu'il estime être raisonnable. Mais ici nous nous occupons uniquement des *faits* et la seule objection que nous ferons à une telle conception, en dernière analyse, c'est qu'elle n'est pas conforme aux faits.

L'ennemi donc, ne signifie pas le concurrent. Il ne signifie pas non plus l'adversaire en général. Encore moins désigne-t-il une personne qu'on déteste pour des raisons personnelles. Le latin possédait deux termes, *hostis* pour désigner l'ennemi national, *inimicus* pour désigner l'ennemi privé. Nos langues occidentales malheureusement ne font pas cette importante distinction. Les Grecs pourtant la faisaient eux aussi, et ils faisaient même une importante différence entre deux types de guerre, celle qu'ils faisaient à d'autres Grecs et celle qu'ils faisaient contre les peuples étrangers à leur Culture qu'ils appelaient les Barbares. Les premières étaient nommées *agons* et les dernières seulement étaient de véritables guerres. Un *agon* était originellement la lutte qu'on livrait pour gagner le prix dans les Jeux publics et le compétiteur était nommé *l'antagoniste*. Cette distinction est importante pour nous : car, en réalité, au regard des guerres de notre siècle, les guerres inter-européennes des 800 dernières années furent toutes de type *agonal*. Les guerres du XVII^e et du XVIII^e siècles en Europe occidentale peuvent être regardées comme des sortes de concours pour décrocher la timbale : cette timbale étant une bande de territoire, un trône, un titre. Les compétiteurs étaient des maisons royales, et non des peuples. L'idée de détruire la maison adverse n'était pas en cause, et il fallait des circonstances très exceptionnelles pour qu'on pût seulement apercevoir l'éventualité d'une telle issue. L'ennemi, au sens politique, signifie donc l'ennemi national. Cette notion est absolue, et par là elle est essentiellement différente de la notion d'ennemi privé. La distinction entre national et privé ne peut exister que là où il existe un organisme situé au-dessus des personnes privées. Quand c'est le cas, c'est cet organisme qui détermine qui est ennemi et qui est ami, et nulle per-

sonne
haïr
qui se
voir

L'al
l'enne
la co
des I
grecq
mi pr
évide
la vo
d'auc
pas p
donn
est u
de fa
Ce p
de l'
Sarra
docte
de tr
nal.

Tou
écon
provo
homi
té po
de c
d'un
la ra
que
ment
total
de lu
pole
man
un g
qu'il
ce g

sonne privée ne peut faire un tel choix. Un individu peut haïr ceux qui s'opposent à lui ou qui lui déplaisent ou qui sont en concurrence avec lui, mais il n'a pas le pouvoir de les traiter en ennemi au sens absolu du terme.

L'absence de deux termes différents pour distinguer l'ennemi public de l'ennemi privé a aussi contribué à la confusion dans l'interprétation du passage bien connu des Ecritures : « Aimez vos ennemis ». Les versions grecques et latines emploient le mot qui désigne l'ennemi privé. Et c'est à eux que le passage se rapporte. C'est évidemment une adjuration d'écarter de soi la haine et la volonté de nuire, tandis qu'il n'y a pas de nécessité d'aucune sorte d'haïr l'ennemi national. La haine ne fait pas partie d'une pensée politique. Toute haine qu'on se donne la peine de faire naître contre l'ennemi national est un élément extra-politique et c'est toujours un indice de faiblesse dans la situation politique interne du pays. Ce passage des Ecritures ne conseille donc pas l'amour de l'ennemi national, et, pendant les guerres contre les Sarrasins ou les Turcs, aucun pape, aucun saint, aucun docteur ne l'entendit ainsi. Ce n'est nullement un conseil de trahison sous prétexte d'amour pour l'ennemi national.

Tout groupement, quel qu'il soit, politique, religieux, économique ou autre devient finalement politique s'il provoque une division assez profonde pour former les hommes en deux camps ennemis. L'Etat, en tant qu'unité politique, exclut par son essence même des divisions de ce type. Si toutefois il se produit dans la population d'un Etat une division si profonde et si forte qu'elle la range en deux camps ennemis, ce phénomène prouve que l'Etat n'existe plus en fait, au moins temporairement. Il ne forme plus une unité politique, puisque la totalité des décisions d'ordre politique ne dépend plus de lui seul. Tout Etat quel qu'il soit doit garder le *monopole* des décisions d'ordre politique : c'est une autre manière de dire qu'il doit maintenir la paix civique. Si un groupe ou une idée deviennent tellement importants qu'ils déterminent une polarisation en amis et ennemis, ce groupe, cette idée forment une unité politique ; et

lorsque des forces apparaissent dont l'Etat ne peut pas disposer sans conflit, l'Etat n'existe plus ou moins pour un temps. Si l'Etat est contraint de recourir à la force, cette solution suffit à montrer qu'il existe *deux* unités politiques, en d'autres termes deux Etats au lieu d'un seul.

Cette difficulté pose la question de la signification de la politique intérieure. Dans un Etat, nous parlons très bien de politique sociale, de politique judiciaire, de politique religieuse, de politique des partis, etc. Naturellement, c'est une autre acception du mot de *politique*, du moment que le mot ainsi employé ne contient pas l'idée d'une polarisation amis-ennemis. Ces expressions conviennent à un Etat fonctionnant normalement. On peut les regarder comme un emploi *secondaire* du mot de politique. Ce qui importe, c'est que l'essence de l'Etat est la suivante : dans la sphère d'action qui appartient à l'Etat, il ne peut y avoir une polarisation amis-ennemis. Par conséquent, les conflits qui peuvent surgir à l'intérieur d'un Etat sont par définition limités à un débat précis, tandis que le véritable conflit politique s'étend à tout. Naturellement chacun des débats précis que l'Etat peut laisser surgir risque de devenir le foyer d'un véritable conflit politique, si l'idée qui s'oppose à l'Etat est forte et si les chefs politiques de l'Etat font preuve de faiblesse. Lorsque ce cas se produit, encore une fois c'en est fini de l'Etat. Car un organisme vit selon sa propre loi ou s'étiolé. Cette loi est une loi organique et gouverne tous les organismes vivants, la plante, l'animal, l'homme, l'Unité culturelle. Ils demeurent eux-mêmes ou ils s'étiolent et meurent. On ne peut appliquer à eux la règle rationnelle et logique qui affirme que tout ce qui peut être présenté d'une façon cohérente dans le discours peut aussi être réalisé dans un organisme. La pensée rationnelle n'est qu'une des créations multiformes de la vie organique, et elle ne peut, n'étant qu'un des secteurs de la vie organique, rendre compte de la totalité de son fonctionnement. Elle a des limites et elle n'est utilisable que dans une certaine direction et dans un domaine qui lui est propre.

Il altère l'infl par l tat d tique contr plus aux Pom ner telle qu'il politi exte une un d ici e princ de n et le des p tinée La par toute conce sont gande toire. conte ment saires prolé valeur si l'o ployé diale, sans l'Alle

Il arrive aussi que ces débats politiques secondaires altèrent le cours de la politique d'Etat. Par exemple l'influence de maîtresses à la cour de Louis XV inspirées par la jalousie et les haines personnelles eut pour résultat de consacrer la plus grande partie des forces politiques de la France à la lutte peu importante soutenue contre Frédéric II au détriment de la lutte beaucoup plus importante soutenue contre l'Angleterre au Canada, aux Indes et sur mer. Frédéric II était détesté par la Pompadour et la France perdit un empire pour lui donner une leçon. Quand une inimitié privée exerce une telle influence sur une décision du souverain, nous disons qu'il y a *altération* de la ligne politique et qu'une telle politique est une politique faussée par des influences externes. Quand un organisme est sensible ou docile à une force étrangère à sa loi de développement, il y a un détournement de force vitale. Le rapport qu'il y a ici entre une inimitié personnelle et la politique du prince qu'elle arrive à fausser est aussi celui qui existe de nos jours en Europe entre les rivalités nationales et le destin de la civilisation occidentale. Le jeu criminel des politiques égoïstes a faussé après 1900 toute la destinée de l'Occident au seul profit des non-européens.

La nature concrète de la politique est rendue sensible par certains faits linguistiques qu'on retrouve dans toutes les langues de l'Occident. Invariablement les concepts, les idées, le vocabulaire d'une unité politique sont chargés d'une valeur de polémique et de propagande. Cette remarque se vérifie au cours de toute l'histoire. Les mots Etat, classe, roi, société, ont tous leur contenu polémique et ils prennent une valeur entièrement différente pour les partisans et pour les adversaires. La dictature, le gouvernement parlementaire, le prolétariat, la bourgeoisie, tous ces mots n'ont qu'une valeur polémique et on ne connaît leur signification que si l'on sait qui les emploie et contre qui ils sont employés. Par exemple, pendant la seconde guerre mondiale, les mots : *liberté* et *démocratie* s'appliquaient sans distinction à tous les membres de la coalition contre l'Allemagne, sans égard à leur véritable signification. Et

inversement le mot de *dictature* était employé par la coalition antieuropéenne pour décrire non seulement l'Europe mais tout pays qui refusait de se joindre à la coalition.

De la même manière, le terme *fasciste* a toujours été employé abusivement, sans aucune définition préalable, exactement dans les mêmes conditions que le mot *démocratie* qui était une qualification élogieuse et non un signalement. Dans la presse américaine, par exemple, pendant toute la guerre de 1914 aussi bien que pendant celle de 1939, la Russie fut toujours nommée une *démocratie*. La dynastie des Romanov et le régime bolchevique étaient aux yeux des Américains également démocratiques. Cette présentation était indispensable pour conserver son unité au tableau de la guerre que cette presse présentait à ses lecteurs : la guerre était celle des démocraties contre les dictatures, l'Europe était une dictature, donc tout ce qui combattait l'Europe était une démocratie. De la même manière, Machiavel nommait république tout Etat qui n'était pas une monarchie, définition polémique qui a survécu jusqu'à nos jours. Pour Jack Cade, le mot de noblesse était une condamnation, pour ceux qui écrasèrent la rébellion, c'était la vertu même. Dans un traité juridique, Karl Renner appelle le loyer payé au propriétaire un *tribut*. Et de même pour Ortega y Gasset la résurrection de l'autorité de l'Etat, ou des idées d'ordre, le hiérarchie, de discipline devient une révolte des masses. Pour un communiste, tout marin est un citoyen, mais un officier est un parasite.

Au temps où le libéralisme régnait sur la civilisation occidentale et où l'Etat était réduit théoriquement à la fonction de veilleur de nuit, le mot même de *politique* changea de sens. Au lieu de désigner la direction dans laquelle s'exerce la puissance de l'Etat, il s'appliqua aux efforts que faisaient tel ou tel groupe de citoyens pour s'assurer une influence dans l'appareil gouvernemental et y trouver un gagne-pain : en d'autres termes, la politique devint uniquement le jeu des partis. Des lecteurs de 2050 auront les plus grandes difficultés à se retrouver

dans
aussi
de l'O
tiques
ces di
ble et
intérie
partou
le sec
Si l
dans
ennem
de po
la gue
jusqu'
rieure
des pi
que l
tique
nait à
raux
le fon
de le
presq
puiss
l'éner
rieure
autres
choix
s'étio
paix
paix
la lut
Le
ne co
philos
pour
remes
puiss
me u

dans ce vocabulaire, car alors le jeu des partis sera aussi profondément oublié que l'est pour nous la guerre de l'Opium. A cette époque on constata que les politiques nationales étaient toutes faussées par des influences diverses, que l'Etat en tant qu'organisme était faible et en crise perpétuelle : le primat de la politique intérieure est un symptôme frappant de ce malaise. Car partout on admettait que la politique intérieure était le secteur le plus important de la vie politique.

Si la politique intérieure était réellement l'essentiel dans un Etat, cela signifierait que la polarisation amis-ennemis devait normalement se faire sur une question de politique intérieure. Quand cela arrivait à la limite, la guerre civile était le résultat de cette situation, mais jusqu'à ce qu'une guerre civile éclatât, la politique intérieure restait en fait un élément secondaire, limité à des problèmes précis, privé et non national. L'affirmation que la politique intérieure était l'essentiel de la politique était une pure affirmation polémique : on se bornait à dire par là qu'elle *devait* être l'essentiel. Les libéraux et les partisans de la guerre des classes, comme ils le font encore actuellement, parlaient de leurs désirs et de leurs espoirs comme s'ils étaient des réalités ou presque des réalités ou en tous cas des réalités en puissance. Le seul résultat obtenu en réunissant toute l'énergie du pays sur des problèmes de politique intérieure était d'affaiblir l'Etat dans ses rapports avec les autres Etats. La loi de tout organisme ne permet qu'un choix : ou l'organisme est fidèle à sa propre loi ou il s'étirole et meurt. La nature, l'essence de l'Etat sont la paix intérieure et la lutte pour la vie au dehors. Si la paix intérieure est troublée ou brisée, les chances dans la lutte pour la vie sont diminuées d'autant.

Le point de vue organique et le point de vue rationnel ne coïncident pas. La logique scolaire, les manuels de philosophie nous enseignent qu'il n'y a pas de raison pour que l'Etat, la politique, la guerre existent nécessairement. Il n'y a pas de raison pour que l'humanité ne puisse être un jour organisée comme une société, comme une entreprise de caractère purement économique et

comme une grande bibliothèque. Mais les Etats, organismes qui constituent un niveau supérieur de la vie organique et les unités culturelles qui en constituent le niveau suprême, ne demandent pas aux philosophes la permission d'exister : c'est au contraire l'existence de ce type de rationaliste, l'homme qui ne se préoccupe pas de la réalité, qui est elle-même un symptôme de crise dans une unité culturelle, et quand la crise est passée, le rationaliste disparaît avec elle. Le fait que les rationalistes n'ont aucune intuition des forces invisibles, purement organiques de l'histoire, est montré par leurs erreurs dans l'appréciation des événements possibles. Avant 1914, ils assuraient unanimement qu'une guerre européenne était impossible. Les deux différentes familles de rationalistes donnaient de cela deux raisons différentes. Les partisans de la guerre des classes disaient que le socialisme international tourné vers la guerre des classes rendrait impossible la mobilisation des travailleurs d'un pays contre ceux d'un autre. L'autre famille, elle aussi orientée vers l'économie, car le rationalisme et le matérialisme sont unis indissolublement, affirmait qu'une guerre générale n'était pas possible parce que la mobilisation apporterait une telle perturbation dans la vie économique des nations qu'un armistice interviendrait nécessairement au bout de quelques semaines.

Le gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux

N° D'IMPRIMEUR : 832

EXI

NO

Fran

B. d

ni

Pier

Pier

Rob

CEU

Poën

Lett

Chér

Les

Dom

Lett

CEU

Le v

Le D

CEU

Alert

Le P

U.R.S

Abd-

Enqu

Les

L'Av

CEU

Lett

Nur

Nur

Les

L'CE

Qu'e

Une

COL

La J

La G

Crim

Dran

Les

Le F

La C

Rem

Env

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé-Grégoire - Paris (6^e)

NOUVEAUTÉS

François DUPRAT. — Histoire des SS	27,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lé- nine à Brejnev	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme?	7,50
Robert ANDERS — L'Afrique australe	15,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60	7,50
Chénier	6,00
Les Quatre Jeudis	20,00
Domrémy	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	12,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	18,00
Le Drame des Juifs Européens	18,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	12,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	12,00
U.R.S.S.-U.S.A.	12,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine ...	12,00
Enquêtes noires	12,00
Les Secrets du Pétrole	12,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	7,50
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit)	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	12,00
Les Temps Modernes	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb	9,00
Qu'est-ce que le fascisme?	9,00
Une lecture de Balzac	24,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer rouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »

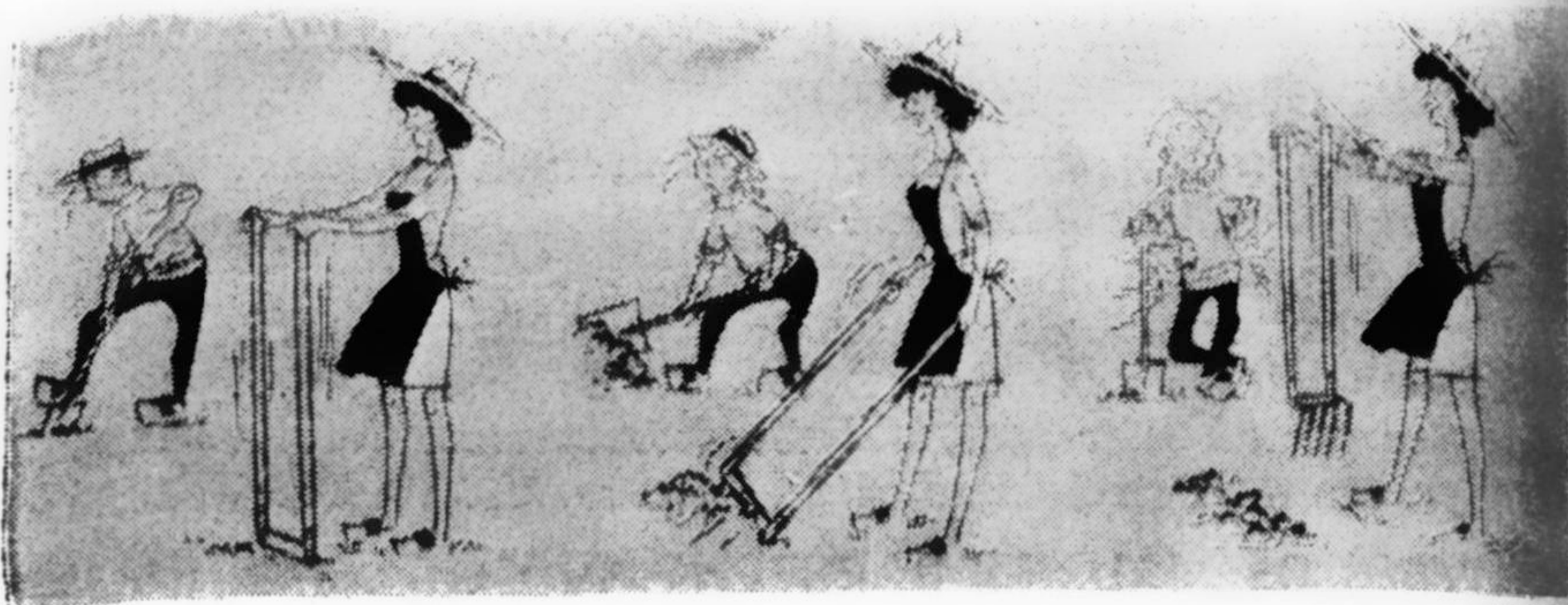
Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris

*Libérez-vous de l'éreintant
bêchage du jardin !! ...*

Voyez comme c'est facile avec

" La Grelinette "



... BEAUCOUP PLUS VITE, SANS FATIGUE,
EN TOUS TERRAINS.

La technique rationnelle du labour manuel ... **biologique**

Un outil simple, puissant et ingénieux

pour le jardinier avisé !

A. GRELIN

73 - ARBIN